

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 243 du 08.05

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Sur le site de Alain Pottiez : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 Médias

1-1 Jean Baumgarten : "Pâle Palestine"

1-2 «Un Monde diplomatique pour la Palestine»

2 Les brèves

2-1 Des parlementaires européens appellent à dialoguer avec le gouvernement d'unité palestinien.

2-1 Des parlementaires européens appellent à dialoguer avec le gouvernement d'unité palestinien.

2-3 Israël a confisqué des autres terres pour ériger un segment du mur de la honte.

2-4 Maisa Abu Ghazala : Les soldats installent une barrière autour des colonies de Cisjordanie, isolant les vergers palestiniens.

2-5 On jette les œufs ou L'armée israélienne contraint des Palestiniens de Jérusalem à se débarrasser des aliments qu'ils ont achetés en Cisjordanie.

2-6 Les prisonnières de Hasharon vivent dans des conditions de vie inhumaines.

2-7 B'Tselem : "Le Shin Bet torture des prisonniers palestiniens".

2-8 Sheikh Bassam Saadi lance un appel au dialogue interpalestinien.

3 Dossier

3-1 Point de vue de Jeff Halper : Plan Livni-Rice : vers une paix juste, ou vers l'apartheid ?

3-2 Point de vue de Gideon Lévy | Miki Kratsman : Qui est libre au carrefour des Martyrs ?

3-3 Point de vue de Nida' al-Quds : Le camp de Jénine demeure une citadelle imprenable.

3-4 Michel Bôle-Richard : En Cisjordanie, le constat alarmant du commissaire européen Louis Michel.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

4-1 Jean-Pierre Bouché : Les Palestiniens n'ont pas grand-chose à espérer du personnel politique français qui sera mis en place.

4-2 Israël doit respecter les résolutions de la légalité internationale et adhérer au traité de non-prolifération nucléaire

5 Annexe

5-1 Amira Hass : L'Holocauste comme atout politique d'Israël.

5-2 Enzo Traverso : Le langage de l'Empire.

5-3 André Rousseau : Le rôle de l'eau dans la politique israélienne d'occupation de la Palestine.

5-4 Brian Klug : Qui parle au nom des juifs de Grande-Bretagne ?

6 Activités

6-1 Réseau de Coordination Internationale pour la Palestine (ICNP) : Le Monde dit NON à l'Occupation israélienne.

6-2 Libérons Gaza de ses chaînes

6-3 Israël : Armes secrètes

1 Médias/Vidéos

1-1 Jean Baumgarten : "Pâle Palestine"

J'ai édité un petit livre : "Pâle Palestine" qui est un recueil de huit textes sur la Palestine, d'auteurs israéliens ou pro palestiniens anti-sionistes sur le droit au retour et sur le vrai visage de la politique de l'Union européenne depuis l'élection du Hamas ...

Il contient une préface d'André Benedetto .

Le livre est disponible à la librairie "Résistances" 30 villa Compoint Paris 17 ème .

Je vous l'adresse ci-après .

J'ai effectué une lecture publique au théâtre des Carmes à Avignon avec un certain succès , le vendredi 23 mars .

Merci d'en parler.

jean.baumgarten@club-internet.fr

1-2 «Un Monde diplomatique pour la Palestine»

« Le Monde diplomatique » compte de plus en plus d'éditions dans le monde arabe (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte, Emirats arabes unis, Koweït, Qatar) ainsi qu'en Iran. Mais il n'en a pas encore en Palestine.

Un partenaire, Al-Ayyam, est prêt à publier chaque mois un supplément « Monde diplomatique » en arabe.

Cependant, les moyens lui font défaut.

Pour que l'édition palestinienne voie le jour et pour contribuer aux frais de réalisation, d'impression et de diffusion de la première année, il faut 20 000 euros.

Près de 7 000 euros ont déjà été récoltés.

Si vous voulez nous aider à rassembler les 13 000 restants, envoyez un chèque à l'ordre de « Le Monde diplomatique –

Editions arabes » à : « Un Monde diplomatique pour la Palestine »

1, avenue Stephen-Pichon

75013 Paris

www.aloufok.net

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Des parlementaires européens appellent à dialoguer avec le gouvernement d'unité palestinien.

Une délégation de 25 membres du Parlement européen agissant indépendamment de la Commission européenne. a rencontré le Premier ministre palestinien Ismaël Haniyeh.

.La délégation européenne est dirigée par le député chypriote Kyriacos Triantaphyllides, président du comité du Parlement européen pour les relations avec le Conseil législatif palestinien (PLC, Parlement).. Triantaphyllides :

"Nous considérons que ce gouvernement d'union nationale représente une opportunité" pour le processus de paix, a-t-il ajouté

Le Chypriote Kyriacos Triantaphyllides, a estimé pour sa part qu'il fallait dialoguer avec le gouvernement d'union formé par le Hamas et le Fatah du président Mahmoud Abbas, expliquant "Notre visite ici est très symbolique" et qu'il "y a là une occasion à saisir en vue de ramener la paix" au Proche-Orient.

L'UE a "besoin d'avoir affaire à ce gouvernement, car nous considérons cela comme une occasion sur le chemin de la paix".

Caroline Lucas, parlementaire européenne britannique, a précisé que la commission et les Etats-membres avaient "exercé des pressions pour ne pas le faire".

Le premier ministre a salué cette initiative comme un nouveau signe d'assouplissement du "siège", à savoir l'embargo occidental contre le gouvernement palestinien, qui a conduit à la levée des aides financières et à une crise humanitaire dans les territoires palestiniens. "Il y a des progrès constants en vue de la levée du siège", a-t-il dit.

Lors de cette rencontre, M. Haniyeh a appelé "la communauté internationale à travailler avec le gouvernement d'union nationale de manière officielle et directe car il représente la volonté du peuple palestinien", a indiqué un communiqué de son bureau.

M. Haniyeh a également insisté sur la nécessité de reprendre le versement des aides et des fonds étrangers directs aux Palestiniens à travers le ministère des Finances

L'Union européenne et les Etats-Unis ont suspendu toute aide financière directe au gouvernement palestinien imposant un siège politique et économique il y a un peu plus d'un an, après l'arrivée au pouvoir du mouvement du Hamas.

SOURCE : IPC+agences

2-2 Ameen Abu Wardeh – PNN : Les syndicats européens au chevet des travailleurs palestiniens.

L'Union des travailleurs palestiniens (UTP) a rencontré jeudi les délégués des représentants des syndicats européens norvégiens, grecs, espagnols, italiens et belges à l'occasion de la journée mondiale du travail.

Cette rencontre a permis aux participants de revenir sur les difficultés rencontrées par les travailleurs palestiniens.

Saher Sa'ad, secrétaire général de l'UTP, a directement accusé les restrictions, violences et invasions israéliennes d'être à l'origine de près de 2 milliards de dollars de perte.

Saher Sa'ad a notamment rappelé le départ de 38'000 travailleurs palestiniens des territoires occupés en raison du fort taux de chômage (42%) et de la pauvreté.

Le secrétaire général a également évoqué la « répression brutale » de l'armée israélienne lors d'une manifestation pacifique organisée près de Ramallah à l'occasion de la journée mondiale du travail. « Cet incident montre bien que l'armée israélienne utilise une force excessive contre des protestants pacifistes ne souhaitant que du travail et une vie décente » a-t-il enfin ajouté.

Les Palestiniens ont demandé aux délégués européens d'informer leur gouvernement et leur population sur ce qu'ils ont pu constater durant cette manifestation.

De plus, il leur a été sollicité de presser leur Etat à mettre fin à la situation difficile des travailleurs palestiniens.

Pour leur part, les représentants européens ont exprimé leur solidarité et déclaré que l'occupation israélienne des territoires palestiniens devait cesser.

2-3 Israël a confisqué des autres terres pour ériger un segment du mur de la honte.

Israël va confisquer près de 24 hectares de terres arabes au sud de la Cisjordanie pour y ériger un segment du mur de séparation construit dans le territoire palestinien occupé, selon un ordre militaire israélien obtenu samedi. Selon l'ordre militaire, dont une copie a été transmise par le Conseil Municipal à l'AFP, l'armée a informé vendredi le Conseil Municipal du village de Bardala, à 60 km au nord de Jéricho, qu'elle entendait "pour des raisons de sécurité" saisir des terrains afin d'y ériger cet ouvrage contesté.

"Etant convaincu que cette mesure est nécessaire pour des raisons militaires et sécuritaires visant à empêcher les actes terroristes, j'ordonne la saisie de 238,6 dunums (près de 24 hectares)", y écrit le général Yaïr Naveh, commandant des forces israéliennes en Cisjordanie. Selon lui, cette confiscation doit permettre "la construction de la barrière de sécurité".

Les propriétaires ou usufruitiers des terrains en question sont invités à présenter des demandes d'indemnités et peuvent aussi faire appel contre cet ordre auprès des autorités israéliennes.

Selon l'AFP, un porte-parole de l'armée a confirmé que la confiscation des terrains tout en précisant que "les propriétaires des terrains saisis recevront des indemnités appropriées".

Le principal négociateur palestinien, Saëb Erakat, a appelé Israël à annuler "immédiatement" cette décision.

"Nous condamnons fermement cette décision et nous appelons Israël à l'annuler immédiatement. Nous discuterons de cela au niveau international et avec Israël", a -t-il déclaré.

Présentée par Israël comme une "clôture de sécurité", le mur qui doit s'étendre à terme sur plus de 650 km est qualifié de "mur de l'apartheid" par les Palestiniens. Elle empiète sur plusieurs secteurs de Cisjordanie et rend problématique la création d'un Etat palestinien viable.

Dans un avis rendu en juillet 2004, la Cour internationale de Justice a jugé illégale la construction de ce mur et exigé son démantèlement, tout comme l'a fait ensuite l'Assemblée générale de l'ONU. Mais Israël n'a pas tenu compte de ces demandes non contraignantes.

SOURCE : IPC+agences

2-4 Maisa Abu Ghazala : Les soldats installent une barrière autour des colonies de Cisjordanie, isolant les vergers palestiniens.

L'armée israélienne a installé une barrière autour de plusieurs colonies construites illégalement sur des terres palestiniennes annexées qui appartiennent aux habitants du village de Dir Istia, près de la ville de Salfit en

Cisjordanie, et a fermé la seule route que les villageois et ceux de plusieurs villages environnants utilisaient habituellement pour accéder à leurs terres.

Carte 1 : Carte de localisation du village de Dir Istiya (agrandir la photo)

Cette violation a eu lieu après que les autorités israéliennes aient récemment publié un ordre destiné à annexer d'importantes surfaces de terres dans la région.

Le Centre d'Aide Juridique et des Droits de l'Homme de Jérusalem a organisé une conférence mercredi à l'Hôtel de Ville de Dir Istia afin d'évaluer les mesures à prendre pour contrecarrer cette violation.

Jamal Abu Faris, maire de Dir Istia, a déclaré pendant la conférence que la souffrance des habitants augmentait de plus en plus en raison des violations israéliennes qui les ont isolés de leurs champs, les obligeant à faire vingt kilomètres de plus pour accéder à leurs terres.

Il a ajouté que même lorsque les habitants empruntaient cette route plus longue, ils étaient souvent arrêtés par les soldats et interdits d'accéder à leurs terres.

"Israël veut que les habitants abandonnent leurs terres," a déclaré Abu Faris, "Il veut annexer ce qui reste sans aucune objection."

En attendant, l'avocat du Centre, Bassam Karaja, a présenté une explication détaillée des mesures juridiques à prendre contre les procédures israéliennes, en présentant les documents nécessaires et les mécanismes des dépôts d'appels pour rouvrir les routes et permettre le libre accès de habitants à leurs terres.

Dir Istia a été soumis à des attaques israéliennes répétées, qui incluent l'annexion de larges bandes de terres. Le village est connu comme l'un des secteurs palestiniens les plus importants pour la production d'olives et d'huile d'olive, et ils possèdent une forêt naturelle et des sources.

Il existe quatre grandes colonies israéliennes autour de Dir Istia qui ont été construites sur des terres annexées illégalement par Israël.

Maisa Abu Ghazala

03-05

Source : <http://www.imemc.org/>

Traduction : MG pour ISM

2-5 On jette les œufs ou L'armée israélienne contraint des Palestiniens de Jérusalem à se débarrasser des aliments qu'ils ont achetés en Cisjordanie.

Une nouvelle malédiction s'abat sur les Palestiniens habitant Jérusalem et ses alentours, du fait de la clôture de séparation. Par une dernière nouveauté, l'armée israélienne empêche les Palestiniens qui habitent Jérusalem d'introduire dans la ville des produits alimentaires achetés à Ramallah, Bethléem ou tout autre endroit de Cisjordanie.

De nombreux Palestiniens habitant Jérusalem se plaignent, ces derniers temps, de ce que l'armée israélienne, aux barrages de Kalandiya et de Bethléem, leur interdit d'entrer à Jérusalem avec les achats qu'ils ont faits de l'autre côté de la clôture, ce qui les contraint à se débarrasser de leurs aliments pour pouvoir rentrer chez eux. De leur côté, des marchands de Bethléem ont confirmé connaître une baisse de revenus depuis que l'armée a commencé à appliquer ces nouvelles consignes.

Le propriétaire d'une grande boucherie de Bethléem a déclaré à *Ma'an* qu'il constatait une baisse de près de 70% de ses ventes. Il en va de même pour les marchands de fruits et légumes, de volaille et d'œufs, etc.

Le maire de la ville de Bethlehem, Victor Batarsah, s'en est pris avec force à ces consignes « injustes » de l'armée. « *Cela s'ajoute au blocus économique imposé au peuple palestinien* », a-t-il dit.

Ma'an News Agency

18 avril 2007

www.maanneews.net/he/index.php?opr=ShowDetails&ID=9230

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

2-6 Les prisonnières de Hasharon vivent dans des conditions de vie inhumaines.

La société de Nafha pour les Affaires des prisonniers a indiqué, mercredi, que les prisonnières palestiniennes vivaient dans des conditions difficiles et inhumaines dans la prison israélienne, Hasharon.

Des avocats de Nafha qui ont rencontré des dizaines de prisonnières, ont dit que ces dernières souffraient des agressions quotidiennes de la part des gardiens israéliens.

Quant à la nourriture, les prisonnières ont fait remarquer que les gardiens ne leur permettaient pas de préparer leurs propres repas et qu'ils leur présentaient des nourritures non destinées à l'être humain.

La prisonnière Amal Joma'a souffrait des maladies graves mais que les autorités de prison la privaient du traitement médical, selon la société.

Les prisonnières ont appelé les organisations des droits de l'homme à intervenir pour les libérer. Wafa

2-7 B'Tselem : "Le Shin Bet torture des prisonniers palestiniens".

Le service de sécurité intérieure israélien du Shin Bet continue de torturer des prisonniers palestiniens pendant les interrogatoires bien que ces pratiques aient été interdites par la justice en 1999, selon le rapport publié dimanche par deux organisations israéliennes de défense des droits de l'Homme.

B'Tselem et The Center for the Defense of the Individual (Centre de défense de l'individu) écrivent dans un texte de 96 pages intitulé "Absolument interdit" que les suspects sont frappés, attachés dans des positions difficilement supportables et privés de sommeil pendant de longues périodes.

Le rapport est fondé sur les déclarations écrites de 73 Palestiniens détenus entre juillet 2005 et janvier 2006, recueillies pour la plupart par un avocat travaillant pour les deux associations, qui s'est rendu dans les cellules, précise-t-on.

Cinq témoignages proviennent de prisonniers récemment rentrés chez eux.

Selon le directeur de recherche de B'Tselem et auteur du rapport, Yehezkel Lein, aucune enquête criminelle n'a été ouverte sur les interrogatoires du Shin Bet alors que 500 plaintes ont été déposées depuis 2001.

En 1999, la Cour suprême avait interdit la pratique de "pression physique modérée" du Shin Bet, que ce soit la privation de sommeil, l'exposition à des températures extrêmes ou le ligotage dans des positions pénibles.

Source : AP 06-05

2-8 Sheikh Bassam Saadi lance un appel au dialogue interpalestinien.

De sa prison, sheikh Bassam Saadi demande de mettre en place les mécanismes du dialogue interpalestinien pour relever les défis et accentuer la résistance

Un des plus hauts dirigeants du mouvement du Jihad islamique, Sheikh Bassam Saadi, a déclaré que la détérioration de la situation intérieure et le retour aux divers troubles menacent à nouveau l'année scolaire. Ce qui est dû à la non poursuite du dialogue national interne et l'absence d'une stratégie globale à laquelle participent toutes les forces pour faire face au blocus américano-euro-sioniste. Une telle situation menace gravement la situation en Palestine.

Dans un entretien mené à partir de la prison, sheikh Saadi a déclaré que malgré les pas importants accomplis par le dialogue interne, l'absence d'un accord global et clairement défini reste le principal obstacle à la résolution des problèmes internes, et en premier lieu la question des salaires des fonctionnaires, l'anarchie sécuritaire dont sont victimes malheureusement des dizaines de victimes, ce qui permet à l'occupation de profiter de la situation et de poursuivre ses plans contre notre peuple.

Saadi a ajouté que la situation actuelle dans les territoires occupés et les incidents regrettables qui augmentent dans la bande de Gaza imposent à toutes les forces de réagir rapidement pour activer les mécanismes du dialogue constructif et responsable, pour se tenir unis face aux défis de l'étape en cours et pour répondre aux besoins de notre peuple, faire face aux projets de liquidation menés par l'occupation. Au nom des prisonniers, nous réclamons à nouveau la réactivation du dialogue et de mettre fin à toutes les causes de tension et d'anarchie sécuritaires, de consolider le front interne. Car malgré toutes les conditions répressives de l'occupation, le peuple est toujours debout. Il est demandé de consolider sa résistance, qui se poursuit sans cesse.

Traduction : Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Jeff Halper : Plan Livni-Rice : vers une paix juste, ou vers l'apartheid ?

Depuis des années, je fais partie des Cassandre affirmant que la solution à deux Etats est morte et enterrée et que l'apartheid est désormais le seul résultat politique réaliste du conflit israélo-palestinien, tout du moins tant qu'un combat anti-apartheid de grande ampleur n'aura pas surgi, qui vienne changer fondamentalement l'équation.

J'ai fondé mon évaluation sur plusieurs réalités semble-t-il incontestables. Durant les quarante années écoulées, Israël a étendu une Matrice de Contrôle épaisse et irréversible sur les Territoires occupés, comportant pas moins de trois cents colonies, qui éliminent irrémédiablement la possibilité d'un Etat palestinien viable.

Aucun(e) homme (femme) politique israélien ne saurait être élu sur la base d'un retrait des Territoires occupés assez conséquent pour qu'un véritable Etat palestinien puisse véritablement émerger, et même si c'était le cas, la perspective de mettre sur pied une coalition gouvernementale ayant la volonté et l'énergie nécessaires pour mener à bien un tel projet est hautement improbable, voire carrément impossible. Et étant donné le soutien inconditionnel bipartisan dont bénéficie Israël dans les deux chambres du Congrès américain et auprès des administrations successives, renforcé par la droite chrétienne, l'influente communauté juive américaine et les lobbyistes des fournitures militaires, ainsi qu'une absence de volonté, de la part de la communauté internationale, d'exercer des pressions sur Israël afin de le contraindre à faire des concessions plus que symboliques, une solution à deux Etats qui soit authentiquement une solution semble virtuellement hors de question – même s'il s'agit là de l'option préférentiellement faite sienne par la communauté internationale, avec l'initiative moribonde dite de la « Feuille de route ».

Bien. S'il est bien avéré qu'on puisse dire « bye-bye » à la solution à deux Etats, l'alternative logique suivante serait celle d'une solution à un seul Etat, en particulier dès lors qu'Israël voit dans toute la contrée s'étendant entre la Méditerranée et le Jourdain un seul pays – la Terre d'Israël – et qu'il en a fait, de facto, un seul pays, du fait de ses colonies et de ses autoroutes. Constatant qu'Israël est le seul gouvernement effectif, dans l'ensemble

du territoire concerné, depuis quarante ans, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout, et pourquoi ne pas faire de ce gouvernement de facto la base d'un Etat démocratique, l'Etat de tous ses habitants ? (Après tout, Israël se targue bien d'être la seule démocratie au Moyen-Orient, non : alors, prenons-le au mot !). La réponse est évidente : un Etat démocratique sur la Terre d'Israël est inacceptable (pour Israël) car un Etat de cette nature, dont la population est majoritairement palestinienne, ne saurait être « juif ».

Voilà qui nous ramène à l'apartheid – un système dans lequel une population se sépare d'une autre population, après quoi elle se met à dominer cette autre population de manière permanente et structurelle. Dès lors que le groupe dominant cherche à contrôler la totalité du pays, mais tout en voulant se débarrasser de la population indésirable, il la dirige indirectement, via un bantoustan, une sorte d'Etat-prison. C'est précisément ce qu'Olmert a exposé devant une session conjointe du Congrès, en mai dernier, quand il a présenté son « plan de convergence » (salué par dix-huit ovations debout !). Et c'est précisément aussi ce que Condoleezza Rice et la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni ont mis au point durant les navettes mensuelles de Rice dans la région.

Ce plan incarne le pire cauchemar des Palestiniens. La Phase II de la Feuille de route présente l' « option » d'un Etat palestinien indépendant, doté de frontières provisoires, comme « une étape en vue d'un règlement de statut permanent ». Livni pousse publiquement afin que cette Phase II se substitue à la Phase I, suscitant les craintes palestiniennes de se retrouver gelés indéfiniment dans des limbes entre l'occupation et un Etat « provisoire » sans frontières, sans souveraineté, sans économie viable, assiégé, cantonné et contrôlé par Israël et ses colonies en expansion constante.

De leur côté, Livni et Rice continuent très calmement, en contraste marqué avec leurs patrons mâles. Elles se sont même retenues de donner un nom à leur plan, que Livni appelle sobrement et de manière faussement naïve « initiative israélienne de paix en vue d'une solution à deux Etats ». Ari Shavit, un journaliste en vue du quotidien israélien Haaretz, demande : « La ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni a-t-elle un plan diplomatique précis, qu'elle serait en train de tenter de promouvoir ? Livni laisse entendre que c'est le cas, mais elle refuse d'être plus explicite. Elle parle de la vision à deux Etats. Elle parle de la nécessité de diviser politiquement le pays... Toutefois, elle n'explique pas réellement ce qu'est ce fameux plan. »

Ce plan est très simple, mais il vole bien au-dessous de l'altitude où les radars de l'opinion publique pourraient le déceler. (Le New York Times a rappelé Rice à ses devoirs après qu'elle se soit « humiliée » en se rendant très fréquemment en Israël en étant dépourvue d'un quelconque projet visible). Afin, en apparence, de se conformer à l'initiative de la Feuille de Route ostensiblement pilotée par les Etats-Unis, Livni parle de la solution à deux Etats, à laquelle on parviendrait au moyen de négociations. Mais la Feuille de Route exige d'Israël le gel de ses constructions de colonies – chose qu'Israël refuse catégoriquement de faire. Comment ces positions contraires pourraient-elles être conciliables ? Comment Israël peut-il rechercher une solution à deux Etats, tout en étendant, dans le même temps, ses colonies et son infrastructure, précisément dans les territoires où un tel Etat palestinien est supposé émerger ?

On trouve la réponse à cette interrogation dans un changement fondamental, bien que peu remarqué, dans la politique américaine, annoncé par le président Bush en avril 2004, et quasi unanimement ratifié par les deux chambres du Congrès. « A la lumière des nouvelles réalités du terrain, y compris d'importantes concentrations de population israélienne d'ores et déjà existantes sur le terrain [c'est ce que l'administration Bush appelle les grands blocs israéliens de colonisation] », a-t-il déclaré, « il est irréaliste d'attendre que le résultat des négociations sur le statut définitif soient un retour total et complet aux lignes d'armistice de 1949 ». En un seul coup de cuillère à pot (unique, mais immensément significatif), Bush sape mortellement la base même de la diplomatie internationale en matière de conflit israélo-palestinien, y compris sa propre Feuille de route : le retrait d'Israël sur les frontières de 1967 (1949) en vue de créer de l'espace pour un Etat palestinien digne de ce nom. Israël, par conséquent, clame que la construction de colonies à l'intérieur de ces blocs de colonisation ne viole en rien la Feuille de route, dès lors que le territoire a été reconnu unilatéralement par les Etats-Unis comme appartenant définitivement à Israël. De cette manière, ce sont de 15 % à 25 % de la Cisjordanie qui ont été exclus des négociations et annexés de facto à Israël, tandis que les « territoires occupés » étaient redéfinis comme la seule superficie extérieure aux blocs de colonisation – et, cela, en vue d'être négociés et « compromis ».

Ce qu'Israël attend des Palestiniens, par conséquent, c'est un type d'occupation par consentement mutuel, rendu possible par des « négociations » dans lesquelles, a priori, les Palestiniens perdent jusqu'à 85 % de leur patrie historique. Bien entendu, c'est là quelque chose de manifestement inacceptable, pour les Palestiniens. L'attitude initiale d'Israël était la suivante : qui en a quelque chose à cirer ? Les Palestiniens ont toujours été quantité négligeable, y compris dans le « processus de paix » d'Oslo. Dans son discours devant le Congrès, Olmert a été très explicite sur l'intention israélienne d'imposer une Pax Israeliana de manière unilatérale, si besoin est : « Nous ne pouvons pas attendre les Palestiniens indéfiniment. Notre souhait le plus profond est de bâtir un avenir meilleur pour notre région, main dans la main avec un partenaire palestinien. Mais à défaut, nous irons de l'avant – mais pas seuls. Nous n'aurions jamais pu mettre en œuvre le plan de désengagement sans le soutien indéfectible que nous apporte l'Amérique. Le désengagement ne se serait jamais produit, n'eût été les engagements énoncés par le président Bush dans sa lettre du 14 avril 2004, avalisées par les deux chambres du Congrès des Etats-Unis, avec des majorités sans aucun précédent. »

Mais ici, Olmert est tombé sur un os. La Feuille de route – à laquelle on se doit de rendre un hommage verbal qui ne mange pas de pain – appelle clairement à une fin négociée à l'occupation et au conflit. Le confit israélo-palestinien, dit le texte, doit être réglé « au moyen d'une solution négociée conduisant à un règlement définitif et exhaustif ». Tant Bush que Blair ont chopé Olmert dans un coin et ils lui ont dit que son « plan de convergence » ne pouvait être imposé unilatéralement. Il l'ont donc chargé de « faire comme si » (et je sais que c'est là exactement l'expression qu'a utilisée le gouvernement britannique) il négociait avec Abbas, pendant une année. C'est ça, qu'il y a derrière les rencontres occasionnelles d'Olmert avec Abbas, qu'Olmert a limitées publiquement à des « questions strictement pratiques ». Le quotidien américain Boston Globe a écrit, le 15 avril, que « le Premier ministre israélien Ehud Olmert et le président palestinien Mahmoud Abbas ont entamé une série de rencontres, à l'initiative des Etats-Unis, dimanche dernier, faisant l'impasse sur certains des problèmes les plus polémiques du conflit au Moyen-Orient... 'Nous ne discuterons pas les questions clés du conflit, à savoir Jérusalem et les frontières', a déclaré Olmert lors du conseil des ministres hebdomadaire, dont certains échanges ont été radiodiffusés. »

Et c'est là où l'idée livnienne consistant à substituer la Phase II à la Phase I intervient. Après le passage d'une année complète (en mai 2007) et étant donné qu'il est clair que les Palestiniens ne se sont pas montrés « coopératifs », Israël sera autorisé à déclarer que le tracé de sa barrière de sécurité représente une frontière provisoire, annexant du même coup environ 10 % de la Cisjordanie. Cela peut sembler peu, mais cela incorpore à l'intérieur d'Israël les principaux blocs de colonisation (ainsi qu'un demi-million de colons israéliens), tout en découpant la Cisjordanie en un certain nombre de petits « cantons » minuscules, disjoints et appauvris. Cela prive les Palestiniens de leurs terres agricoles les plus fertiles, ainsi que de la totalité de leurs ressources hydriques. Cela crée, aussi, un « grand » Jérusalem israélien, qui recouvre toute la portion centrale de la Cisjordanie, coupant par conséquent le cœur économique, culturel religieux et historique de tout Etat palestinien éventuel. Cela prend dès lors en sandwich les Palestiniens coincés entre la barrière / frontière et une énième ligne de « sécurité », à savoir la vallée du Jourdain, ce qui donne à Israël une double frontière orientale. Cela empêche les mouvements des populations et des biens, vers l'intérieur tant d'Israël que de la Jordanie, mais aussi à l'intérieur du territoire, entre les divers cantons ainsi créés. Israël conserve également la sphère électro-magnétique, et même le droit de quelque Etat palestinien que ce soit de mener sa propre politique étrangère.

De cette manière, les Palestiniens ont leur Etat, mais avec des « frontières provisoires », Israël s'étend sur 82 – 85 % du territoire, tout en continuant à se conformer à la Feuille de Route et l'apartheid – sous l'avatar d'une « solution à deux Etats » – devient une réalité politique. Et c'est là où nous en sommes arrivés, apparemment pour l'éternité.

Mais, à mon tour de tomber sur un os ! Soyez aussi persuasifs que vous le puissiez, ni les Israéliens, ni les Palestiniens, ni les gouvernements, ne veulent renoncer à la « solution » à deux Etats, car ils ne voient nulle part où aller, à partir de la situation présente. Aussi vais-je me montrer un peu plus coulant. Tzipi Livni, un des rares responsables gouvernementaux capables de réfléchir que nous ayons, nous autres Israéliens, a prononcé récemment des phrases pleines d'espoir, qui vont plus loin, tant par leur tonalité que par leur contenu, que celles de n'importe qui d'autre au Parti travailliste. » « D'un côté, je désire ancrer mes intérêts sur la question de la sécurité, de la démilitarisation et sur le problème des réfugiés... », a-t-elle expliqué récemment, poursuivant : «... et de l'autre, je veux créer une alternative crédible pour les Palestiniens, qui inclue une solution à leur problème national. »

Elle a même critiqué les approches exclusivement masculines du conflit, depuis des décennies. « Vous n'avez pas vu ces hormones mâles faire rage, autour de vous ? », lui avait-on demandé lors d'une interview accordée au quotidien Haaretz (29 décembre 2006).

« Parfois, c'est des histoires entre mecs », avait-elle répondu, candide. « Y a-t-il eu un problème de mecs, dans la conduite de la guerre au Liban ? », s'était empressé de glisser l'interviewer. « Et pas seulement dans la guerre », avait-elle rétorqué.

« Dans toutes sortes de discussions, j'entends des arguments échangés entre généraux et amiraux et assimilés, et moi je leur dis : « Les mecs, ça suffit ! » Il y a un peu de cela, en l'occurrence... Durant ces jours-là [de la guerre], la réflexion était par trop militariste... Au début du conflit, d'aucuns pensaient que le rôle de la diplomatie consistait exclusivement à fournir toujours plus de temps à l'armée. C'est compréhensible : par le passé, nous avons toujours réussi : nous avons conquis, nous avons cédé, nous avons gagné, et puis le monde entier est venu tout nous reprendre... Mais cette fois-ci, ce qui s'est passé, c'est le contraire ... »

A l'instar de la plupart des Israéliens, Livni ne peut abandonner le plan à deux Etats. Les alternatives – un seul Etat ou l'apartheid – sont manifestement inacceptables. **L'existence d'un Etat juif dépend de celle d'un Etat palestinien.** [souligné par moi, ndt]. Pourtant, cela n'a en rien ralenti l'expansion des colonies israéliennes, qui se poursuit de plus belle tandis que j'écris ceci. Livni semble croire, avec la plupart des Israéliens, qu'il y aurait une mince intersection magique entre le minimum acceptable pour les Palestiniens et le minimum susceptible d'être concédé par Israël – en particulier si l'on met l'accent sur le territoire d'un Etat palestinien plus que sur son authentique souveraineté et sur sa viabilité économique. Personnellement, j'en doute, en particulier à la lumière du fait que plus de 60 % des Palestiniens vivant dans les territoires occupés ont moins de dix-huit ans et ont donc besoin d'un avenir véritablement viable.

Ne réussissant pas avec la carotte – et, à ce sujet, je ne suis pas réellement certain de la position réelle de Livni – les Israéliens se tournent vers le bâton, les pressions militaires, les sanctions économiques et les duretés

quotidiennes, susceptibles (du moins le croient-ils) de forcer les Palestiniens à accepter un mini-état tronqué, à moitié souverain et non viable. La seule chose dont ils aient besoin, pour cela, c'est d'une pression maintenue de la part d'Israël, combinée à quelque « édulcorant » permettant de rendre l'apartheid buvable pour la communauté internationale. Par exemple, en restituant 90 % des territoires occupés aux Palestiniens. Bien que toutes les ressources naturelles, tout le potentiel de souveraineté et de développement se trouvent dans les 10 % que s'arrogerait Israël, le simple fait de proposer aux Palestiniens une « offre » tellement « généreuse » aurait pour effet de soumettre ceux-ci à des pressions tellement irrésistibles qu'ils seraient forcés d'accepter. Qui, après tout, en a réellement quelque chose à cirer de la « viabilité » ?

Pour moi, la « solution » à deux Etats est forclosée, et l'apartheid est à nos portes. Je n'entrevois aucun moyen par lequel ces « pinaillages » pourraient dégager assez de terres de bonne qualité permettant à un Etat palestinien viable d'émerger. Mais puisque nous sommes coincés là-dedans en attendant mieux, j'aurais tendance à affirmer que trois critères absolument nécessaires doivent être réunis pour donner à une quelconque solution à deux Etats une chance minimale de succès : (1) les Palestiniens doivent obtenir Gaza, de 85 % à 90 % de la Cisjordanie, sous une forme cohérente (y compris sous l'angle des ressources hydriques) et une liaison [routière] extra-territoriale [en territoire israélien, ndt] entre les deux : (2) ils doivent avoir des frontières non supervisées avec les pays arabes [voisins] (la vallée du Jourdain et le point de passage de Rafah, au sud de la bande de Gaza), plus des aéroports et des ports totalement autonomes ; (3) enfin, une ville de Jérusalem en partage doit être partie intégrante d'un Etat palestinien, avec un accès libre et non contingenté.

Je crains que le plan Livni-Rice ne satisfasse pas à ces conditions. Je ne doute pas de la sincérité de Livni (propos inhabituel, dans ma bouche, concernant un quelconque personnage politique, du Likoud – Kadima, qui plus est...), mais je crains qu'à l'instar de tous les Israéliens qui recherchent la paix, elle ne minimise ce que les Palestiniens sont en mesure d'accepter en plaçant la barre au-dessous de ce qu'ils sont en mesure d'obtenir. Ainsi, Livni a elle-même dit, d'une manière ô combien parlante : « Abbas n'est pas un partenaire pour un accord définitif, mais il pourrait en être un en vue d'autres arrangements, sur la base du processus cadencé de la Feuille de route. »

Livni est-elle en mesure de sortir la situation du marasme ? Tout dépend de sa sincérité, de sa capacité à manœuvrer un gouvernement extrêmement à droite, pour le placer sur une piste conduisant à une réelle paix, ou alors, sinon, d'être élue Première ministre elle-même et mettre ensuite sur pied un gouvernement qui serait en mesure de prendre les décisions drastiques qu'une paix réelle et juste avec les Palestiniens requerrait. Ordre de mission particulièrement long. Mais il faut garder en mémoire le nom de Tzipi Livni, que peu de gens reconnaissent aujourd'hui.

Sur ces entrefaites, le non-plan Livni-Rice, anonyme et sans publicité, poursuit sa course, dissimulé par des événements en apparence plus importants, telle l'initiative de l'Arabie Saoudite. Mais attendez ! Qu'en est-il de l'initiative prise conjointement par la Ligue arabe et l'Arabie saoudite ? Cela ne plaide-t-il pas en faveur d'une solution à deux Etats et à un retour de réfugiés ? Si, bien sûr, mais peu de gens, dans le monde arabe, prennent ce projet au sérieux. Dans cette région du monde, en effet, les gens comprennent que la justice pour les Palestiniens, cela signifie beaucoup moins de choses, aux yeux des gouvernements arabes, que de bonnes relations avec les Etats-Unis, ainsi, mais oui... qu'avec Israël, en particulier en raison de la menace iranienne, qu'ils perçoivent en commun. Ainsi, l'initiative de la Ligue arabe vise plus à apaiser la rue arabe qu'elle n'est une véritable position politique susceptible d'affecter négativement le plan Livni-Rice.

Quant à nous, dans le camp de la paix, nous devons surveiller de près les manips de Livni et de Rice. Il n'y a rien de véritablement secret ; tout ce que nous avons rapporté plus haut a été dit ou écrit dans les médias israéliens. Il s'agit simplement de relier entre eux les points, de relever les indices et les demi-déclarations. Nous devons développer notre capacité à comprendre la signification de déclarations anti-scoop et fadasses du style « Abbas n'est pas un partenaire pour un accord final, mais... », si nous voulons, contrairement au New York Times, « piger » ce qui est en train de se tramer. En l'état, l'initiative Livni-Rice fait sens dans l'exacte proportion inverse où elle est perçue comme digne d'intérêt.

Jeff Halper *

on Palsolidarity.org, 02.05.2007

<http://www.palsolidarity.org/main/2007/05/02/the-livni-rice-plan-towards-a-just-peace-or-apartheid/>

[* Jeff Halper est le coordinateur de l'ICAHD (Israeli Committee Against House Demolitions) et il est candidat, ainsi que le militant pacifiste palestinien, cofondateur d'ISM, Ghassan Andoni, pour le Prix Nobel de la Paix 2006.]

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

3-2 Point de vue de Gideon Lévy | Miki Kratsman : Qui est libre au carrefour des Martyrs ?

Témoignage visuel : les soldats opérants sous déguisement en Arabes ont sorti Ashraf Hanayshe de sa voiture, ils lui ont tiré dans les genoux, l'ont traîné, blessé, jusqu'au bord de la route et là, ils l'ont abattu en lui tirant dans la tête et la poitrine.

Le porte-parole de l'armée israélienne : « Au cours de la tentative d'arrestation, Hanayshe a sorti un revolver ».

Une bouteille de cola écrasée, format familial, traîne sur le bord de la route, couvrant le petit mémorial improvisé à l'aide de pierres par des amis.

Quatre jours après l'incident et le pauvre bouquet de fleurs est déjà fané, sur la route de Naplouse à Jénine. A la veille de notre Journée du Souvenir, des funérailles ont eu lieu, coup sur coup, aux deux bouts de cette route, au terme d'un week-end sanglant, avec neuf Palestiniens tués dans les Territoires – sept ici, dans les environs, et deux encore dans le lointain Gaza.

Dans quelques heures, on entendra chez nous les sirènes de la Journée du Souvenir et le peuple d'Israël (*sic*) sera en communion avec ses morts. Simultanément, on enterrait à Naplouse les tués de la nuit, Amin Lebadeh, 20 ans, et Fadel Nour, 21 ans ; à Kafr Dan, on enterrait le policier palestinien Mohamed Abed, abattu alors qu'il était chez lui à la fenêtre; et dans le camp de réfugiés de Jénine, on enterrait l'adolescente Bousrah Al-Wahish, dont les soldats recherchaient le frère et qu'ils ont tuée – elle avait 17 ans.

Pendant que Naplouse et Jénine enterrent leurs morts, à Kabatiyah qui se trouve entre les deux, les esprits sont encore démontés à cause de l'assassinat d'un des habitants de la bourgade, Ashraf Hanayshe. Hanayshe, chauffeur de taxi et policier palestinien, peut-être aussi était-il recherché, a été assassiné ici la semaine passée par des soldats opérant sous déguisement arabe, en plein jour, sous les yeux des trois passagers du taxi, atterrés.

On perçoit encore les signes du choc chez Khaled Sebaneh, un des passagers, qui nous a raconté ce qu'il avait vu de ses propres yeux. Pendant ce récit, le père en deuil contenait sa colère, sa mâchoire tremblait et sa prothèse dentaire menaçait de lui sortir de la bouche.

Le vent secoue la cime des cyprès qui entourent le petit cimetière militaire des soldats de l'armée irakienne tombés ici en 1948. Nous étions venus en visite ici il y a trois semaines, pour recueillir des informations autour d'une autre mort, dans le proche village d'Al-Shuhada ⁽¹⁾, et nous voici de retour auprès des tombes anonymes à proximité desquelles un autre assassinat a eu lieu entre temps. Si le témoin oculaire dit vrai, alors Hanayshe a été exécuté de sang froid, laissant une épouse et deux enfants en bas âge. Les soldats déguisés en Arabes l'ont d'abord blessé puis ils l'ont tué dans le fossé en bordure de la route, alors qu'il était possible de l'arrêter sans heurt. Si le témoin oculaire dit vrai, alors les escadrons de la mort ont sévi une fois encore.

Une semaine ici, une semaine là. Hanayshe était policier une semaine, puis l'autre semaine il travaillait comme chauffeur de taxi sur la ligne Kabatiyah-Jénine-Naplouse. Sa vie se déroulait comme ça. Avait-il aussi le temps de militer au sein du Jihad Islamique, comme le prétend l'armée israélienne ? Pour compléter les revenus de son travail à la police de Naplouse qui, depuis longtemps, ne verse plus les salaires aux dates fixées, le jeune homme travaillait aussi, à Kabatiyah, pour la station de taxis familiale, appartenant à son frère et lui. Une semaine policier et une semaine chauffeur de taxi, était-il aussi recherché ? « Et comment un homme recherché peut-il travailler comme chauffeur de taxi, traversant jour après jour les multiples checkpoints de l'armée israélienne ? », demandent les amis. « Regardez, pas plus tard que la semaine dernière, il est passé par le barrage de Beit Iba », ont raconté ses collègues de la station de taxis. Les soldats l'ont arrêté, ont contrôlé sa carte d'identité puis ils l'ont laissé continuer sa route. Alors quel genre d'homme recherché est-ce là ? »

Mais le compteur du chauffeur de taxi a commencé à s'emballer quelques jours avant son assassinat. Bader Zakarneh, un chauffeur de la station de taxis de la famille Hanayshe, raconte que deux jours avant cette exécution, sont arrivés à la station de taxis quatre hommes habillés comme des Arabes, descendus d'un taxi *Transporter* palestinien. Il était passé 23 heures et les mystérieux personnages ont demandé à la station où ils se trouvaient et comment on allait à Tulkarem. Zakarneh était persuadé d'avoir affaire à des soldats déguisés. Ils ont aussi demandé à un des frères d'Ashraf, qui lui ressemble et qui était dans le bureau, s'il était Ashraf Hanayshe.

La veille, Zakarneh, le chauffeur, avait noté la présence d'un autre taxi *Transporter* palestinien qui faisait des allées et venues suspectes près de la station de taxis. Deux semaines plus tôt, un autre frère d'Ashraf avait été arrêté au barrage d'A-Zebabdeh et il lui avait été demandé, à lui aussi, s'il n'était pas Ashraf. « Dis, tu ne serais pas recherché ? », a alors demandé Zakarneh à son collègue, un des jours de la semaine passée et Ashraf lui a répondu que non, « rien de ce genre », et d'ailleurs il passait tous les jours aux checkpoints de l'armée israélienne. « Il était chez nous au bureau, du matin au soir chaque jour. Il n'avait jamais d'arme et c'était un travailleur sérieux, toujours, comme nous tous au bureau », dit Zakarneh de son collègue mort.

Revolver dans son étui, le capitaine Saoud, notre dévoué accompagnateur d'il y a trois semaines ⁽¹⁾, membre des forces de la « Sécurité nationale », et qui est du village d'Al-Shuhada, nous attend une nouvelle fois au carrefour du cimetière, le carrefour des Martyrs. « Kabatiyah, ces jours-ci, est un endroit difficile », nous dit-il, nerveux. Au cours de la visite dans la maison endeuillée, il a multiplié les appels sur son téléphone portable puis nous a pressés de partir : un groupe d'hommes armés était en route. Dans les ateliers installés au bord de la route où Hanayshe a été assassiné, les tailleurs de pierre travaillent comme d'habitude.

Une maison à étages dans la partie basse de Kabatiyah : la maison en deuil. Du café amer, des dattes, un groupe d'hommes au regard sombre qui pleurent le défunt. Ashraf avait 25 ans. Ses filles, Yasmin, deux ans, et Batoul, cinq mois, sont dans les bras de leur oncle et de leur grand-père. Batoul, de petites boucles en or aux oreilles, pleure. Son nom vient de celui de la Sainte Vierge (Batoulah) Marie. Au mur, deux affiches : la première montre Ashraf une mitraillette à la main, et sur la seconde, il est photographié dans l'uniforme bleu de la police de Naplouse, son job de pacotille depuis 2001. Un de ses oncles s'est empressé d'expliquer que la photo où il porte une arme est un montage fait sur ordinateur. Le capitaine Saoud a expliqué qu'un des problèmes des

Palestiniens est que tout le monde se fait photographier une arme à la main. Les cartes et les affiches commémoratives proviennent de la police de Naplouse et de l'organisation du Fatah, pas du Jihad comme l'a prétendu le porte-parole de l'armée israélienne le lendemain de l'assassinat.

Mardi, la semaine dernière, Hanayshe s'est levé tôt matin, à son habitude. Il a réveillé ses filles et a apporté de quoi préparer le petit déjeuner. Il est sorti de chez lui vers sept heures pour se rendre à sa station de taxis. Aux alentours de neuf heures et demie, il est parti pour sa première course qui fut aussi sa dernière. Un mécanicien, Khaled Sebaneh, a téléphoné pour une course depuis son garage jusque Jénine, pour y acheter des joints pour un moteur. Ils sont partis à trois, Hanayshe, le garagiste Sebaneh et le propriétaire de la voiture pour laquelle il fallait un nouveau joint de culasse.

Sebaneh, 27 ans, raconte que la route de Jénine était ouverte. Ils ont acheté les pièces de rechange et pris le chemin de retour à Kabatiyah. Hanayshe était son chauffeur de taxi attiré et jamais il ne l'a vu armé. Pareil pour cette fois-ci. Sur le trajet du retour, ils ont pris un voyageur qui se présentait par hasard : un des tailleurs de pierre du carrefour des Martyrs, qui se rendait à son travail.

Quelques centaines de mètres avant le carrefour, ils ont vu un vieux *Transporter* Volkswagen, peint en jaune et blanc et portant des plaques d'immatriculation palestiniennes, les dépasser par la gauche. Après avoir achevé sa manœuvre de dépassement, le *Transporter* s'est brutalement arrêté, coupant la route au taxi Toyota Corolla jaune de Hanayshe. Celui-ci a encore eu le temps de dire : « Il y a peut-être un problème ».

Du *Transporter* ont surgi, à l'assaut, cinq ou six hommes cagoulés de noir qui, sous la menace de leurs armes ont fait sortir du taxi Hanayshe et les passagers. Sebaneh a immédiatement compris qu'il s'agissait de soldats opérant déguisés en Arabes. Ils ont ordonné aux trois passagers de se coucher sur le sol. Au témoignage de Sebaneh, Hanayshe est sorti du taxi les mains levées. Sebaneh dit que Hanayshe a tenté de porter la main à sa poche pour en sortir sa carte d'identité. Il n'a pas cherché à fuir, d'après Sebaneh qui dit que les hommes cagoulés ont tout de suite tiré dans les genoux de Hanayshe. Celui-ci est tombé sur la route. Ensuite, les hommes cagoulés ont traîné Hanayshe, blessé, de l'autre côté de la route. Tout s'est déroulé en un clin d'œil. Quelques secondes plus tard, Sebaneh entendait plusieurs coups de feu. Les soldats n'ont pas autorisé les passagers à lever la tête. Sebaneh dit qu'ils ont donné un coup de pied à la tête de l'un d'eux, mais du coin de l'œil, il a vu Hanayshe, étendu au bord de la route, atteint sur toutes les parties du corps. D'après ce témoignage, les coups de feu auraient été tirés à bout portant, alors que Hanayshe était déjà blessé aux jambes.

Les hommes cagoulés sont retournés à leur véhicule, ordonnant aux trois passagers choqués, terrifiés, de monter eux aussi. Sebaneh dit que pendant les secondes qui se sont écoulées alors qu'il était couché par terre, et qui étaient comme une éternité, il a eu très peur, en entendant les coups de feu tirés sur son chauffeur de taxi Hanayshe, que les hommes cagoulés ne leur tirent dessus aussi. L'un d'entre eux leur a ensuite dit, dans la voiture : « Vous avez reçu votre vie en cadeau ». Les hommes cagoulés parlaient hébreu entre eux. Ils ont fait un bon bout de chemin, jusqu'au carrefour d'Araba, et là ils leur ont donné l'ordre de descendre du *Transporter* avant de repartir comme ils étaient venus, mission accomplie une fois encore.

Le porte-parole de l'armée israélienne répondant, cette semaine, à « Haaretz » : « Les déclarations rapportées ne sont pas vraies. Le 17 avril, une unité spéciale des garde-frontière a repéré, au sud de Jénine, Ashraf Hanayshe, un homme recherché pour son rôle important au sein du Jihad Islamique. Au cours de la tentative d'arrestation, Hanayshe a pointé un revolver en direction des soldats qui ont ouvert le feu et l'ont tué. « Hanayshe a servi de soutien à l'infrastructure du Jihad Islamique dans le nord de la Samarie. Cette structure, qui s'active ces derniers temps à tenter de lancer des attentats-suicide vers le front intérieur de l'Etat d'Israël, travaille en collaboration avec le quartier général de l'organisation en Syrie. Le quartier général est impliqué dans l'organisation et la direction de l'infrastructure terroriste, ainsi que dans le financement de son activité par diverses voies de transfert d'argent. Hanayshe s'occupait du transfert, entre le quartier général et les militants de la base, de cet argent destiné à financer des attentats terroristes. »

Les téléphones portables affichent des photos du défunt. Par la fenêtre, la vallée de Dotan, spectaculaire, s'offre au regard. Le téléphone de Bassam, un cousin de Hanayshe, présente en boucle les images de Hanayshe étendu dans la voiture qui l'a transféré du lieu de son assassinat vers l'hôpital gouvernemental de Jénine. La caméra vidéo du téléphone de troisième génération parcourt la tête de Hanayshe et son corps, un trou dans la tête et un autre dans la poitrine, sans compter les balles qui avaient occasionné les blessures aux jambes avant l'exécution. « Ashraf est mort, Ashraf est mort », entend-on crier en arrière-fond.

Le téléphone de Maher, le frère d'Ashraf, est moins sophistiqué : avec en écran de veille, une image fixe du cadavre de son frère, photographié à l'hôpital, déjà enveloppé d'un linceul. « Pourquoi l'ont-ils tué, sans raison, lui, le père de deux petites filles ? », murmure Bassam, « Un chauffeur de taxi. Pourquoi diable aurait-il une arme ? Personne ne voyagerait avec un chauffeur de taxi armé. »

Le père endeuillé, Shehadeh Hanayshe, ne peut plus garder le silence. Un instant j'ai cru qu'il allait éclater. L'écume aux lèvres, il crie : « Ils l'ont tué simplement parce qu'il est Palestinien... sans raison... sans aucune raison ».

Gideon Lévy | Miki Kratsman

Haaretz, 27 avril 2007

www.haaretz.co.il/hasite/pages/ShArtPE.jhtml?itemNo=852743

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

3-3 Point de vue de Nida' al-Quds : Le camp de Jénine demeure une citadelle imprenable.

1 Les habitants du camp de Jénine font échouer de nouveaux assassinats

Une nouvelle tentative d'assassinat de militants du Jihad islamique et des Brigades des martyrs d'al-Aqsa a échoué ce lundi. Les habitants du camp de Jénine ont découvert une embuscade des forces de l'occupation dans une des maisons du quartier Damj, et c'est la méthode utilisée par les forces de l'occupation pour arrêter et exécuter les militants recherchés.

Les forces de l'occupation étaient arrivées dès l'aube, se faufilant pour arriver jusqu'à une maison dans le quartier Damj qui a récemment été le théâtre de violents affrontements entre l'occupant et la résistance. Lorsque l'unité s'est introduite dans la maison, les patrouilles israéliennes se sont retirées de la rue, faisant croire au retrait de tous.

Mais vers midi, les jeunes du quartier ont perçu des mouvements inhabituels à l'intérieur de la maison. Ils ont aussitôt averti les résistants. Des combattants des Saraya al-Quds et des Brigades des martyrs d'al-Aqsa ont alors surveillé la maison avant de commencer à tirer sur les forces de l'occupation.

L'unité infiltrée n'a riposté que lorsque des renforts sont arrivés, un vingtaine de blindés accompagnés d'un bulldozer pour permettre aux soldats bloqués dans la maison de pouvoir en sortir. Les forces de l'occupation ont alors fermé toutes les issues du camp, mais cela n'a pas empêché les combattants de poursuivre leurs tirs contre les soldats.

Des dizaines de jeunes du camp sont sortis, en colère et ont coupé les rues pour lancer des pierres sur les soldats de l'occupation. Pendant deux heures, les combats ont fait rage dans le camp, les forces de l'occupation ne parvenant pas à entrer pour sauver les soldats encerclés. Le bulldozer est entré en action, s'avançant et rasant tout sur son passage, les murs, les façades de maisons ainsi que les canalisations d'eau. Puis les forces de l'occupation ont lancé une grande offensive pour sortir les soldats.

Pour les habitants du camp, les forces de l'occupation avaient l'intention de commettre un massacre, car la maison où les soldats s'étaient cachés est situé au milieu du quartier, ce qui permettait aux occupants de surveiller tous les mouvements. Sans la vigilance de la population et sa résistance, le massacre aurait eu lieu. Une fois encore, l'armée de l'occupation échoue face aux résistants du camp de Jénine.

2 Trois militants exécutés à Sile al-Harthyeh

Le mouvement du Jihad islamique a accusé les forces de l'occupation d'avoir exécuté de sang-froid trois de ses combattants, selon les divers témoignages de la population, qui affirme que les forces de l'occupation auraient pu arrêter les combattants recherchés après les avoir blessés. Les témoins affirment que les unités israéliennes des musta'ribin (camouflés) ont froidement exécuté les combattants. Sheikh Khaled Jaradat, dirigeant du mouvement, a affirmé que les récits concordent et confirment qu'il y a bien eu exécution. C'est la seconde fois en l'espace de deux semaines que les forces de l'occupation assassinent des combattants, ce qui indique les intentions israéliennes de poursuivre la politique des assassinats ciblés, et notamment des cadres et combattants du Jihad islamique.

Cette nouvelle opération intervient au moment où le camp de Jénine est devenu le champ des infiltrations et des incursions répétées de la part des appareils sécuritaires, suite aux multiples échecs qu'ils ont subis, à cause de la combativité des organisations de la résistance et leur détermination à empêcher l'occupant de pénétrer dans le camp.

Des observateurs affirment que, suite aux échecs répétés des appareils sécuritaires israéliens qui n'ont pu arrêter des militants ni s'infiltrer dans le camp, les forces de l'occupation ont recours à leurs unités camouflées pour mener des assassinats ciblés.

C'est avec sang-froid que les unités des musta'ribin ont assassiné la nuit du vendredi trois combattants de la branche armée du Jihad islamique, à Sile al-Harthyeh, une semaine après l'exécution de trois combattants des Brigades des martyrs d'al-Aqsa et des Saraya al-Quds, à Jénine. Selon les témoins, la scène s'est déroulée dans une ferme, située entre al-Yâmun et Sile al-Harthyeh, où les unités israéliennes se sont infiltrées à la tombée de la nuit, après avoir confisqué deux voitures palestiniennes et bloqué la circulation.

Les habitants ont raconté qu'elles unités spéciales ont pris position pour pouvoir accomplir les assassinats et se retirer rapidement. Lorsque les combattants sont arrivés en voiture, ils ont douté de la présence ennemie et tiré aussitôt des coups de feu en direction de l'une des voitures. Mais ils furent immédiatement encerclés par les unités spéciales qui ont tiré sur eux. Les tirs se sont poursuivis pendant deux heures, où les unités spéciales furent renforcées par les troupes et des hélicoptères. Le lieu fut entièrement bouclé, ni journalistes ni secouristes ne pouvaient s'en approcher.

À peine les forces de l'occupation se sont retirées, des centaines de villageois de Sile al-Harthyeh se sont rapprochés pour découvrir les corps des trois martyrs, Ahmad Izzat Zayud, Mahdi Abul Khayr Tahayne et Khaled Salih Ashour.

Les corps étaient éloignés les uns des autres et selon les experts médicaux, les martyrs avaient été blessés avant d'être exécutés. À l'hôpital du martyr Khalil Sulayman de Jénine, les sources médicales affirment que chacun des martyrs avait subi plusieurs balles dans tout le corps et que les balles tirées dans la tête ont été tirées d'une distance zéro.

3-4 Michel Bôle-Richard : En Cisjordanie, le constat alarmant du commissaire européen Louis Michel.

Ce n'est pas une forteresse, c'est seulement une maison.

Pas bien grande, pourtant coquette, bordée d'arbres et de rosiers mais entourée de tous les côtés par une haute clôture, double à l'arrière, équipée d'un système d'alerte électronique. Devant, sur une centaine de mètres, un mur de huit mètres de haut barre l'horizon. Ce ne sont pas les fresques peintes sur la partie inférieure qui lui donne un aspect rassurant. La route goudronnée qui passe devant la maison ne mène nulle part. Elle est barrée à chaque extrémité par de lourdes portes métalliques. Pour rentrer ou sortir de chez lui, Hani Amer, sa femme et ses six enfants disposent d'une clé qui leur permet d'ouvrir la porte de "la clôture de sécurité". Il ne l'a pas toujours eue. Il a dû batailler ferme auprès des autorités israéliennes avec l'aide d'organisations humanitaires internationales pour l'obtenir et pouvoir ainsi sortir de la prison qu'est devenue sa maison, coupée du village de Masha parce que légèrement excentrée.

C'est ce qui a fait le malheur de la famille Amer. Pour protéger les maisons de la colonie d'Elkana construite à cinq kilomètres à l'est de la Ligne verte, la frontière d'avant la guerre de 1967, le gouvernement d'Ariel Sharon a décidé d'établir la barrière de sécurité juste après la maison de la famille Amer, englobant celle-ci dans l'enceinte de la colonie. Un bâtiment adjacent ainsi qu'une serre appartenant à cette famille d'agriculteurs ont été détruits mais Hani Amer, paysan opiniâtre et résolu, a décidé de ne pas se laisser faire. Il a fait appel à plusieurs organisations humanitaires internationales qui l'ont soutenu dans son combat. *"Les Israéliens m'ont tout promis, de l'argent, un visa pour partir à l'étranger. Ils ont tenté de m'intimider. Ils ont construit ce mur pour me gâcher la vie mais si Dieu le veut, je resterai ici"*, dit-il. Pourtant depuis 2003, date de la construction de tout ce réseau de barrières, la vie n'est pas facile pour cette famille de reclus.

Cet agriculteur de 50 ans, issu d'une famille de réfugiés de la région de Kafr Kasem, aujourd'hui en Israël, à une dizaine de kilomètres à l'ouest, refuse de s'en aller une deuxième fois. Il doit subir les jets de pierre des colons installés juste derrière sa maison, parcourir 15 kilomètres et franchir trois check-points pour aller cultiver ses champs. Il éprouve les plus grandes difficultés pour vendre les produits de ses terres. Il doit affronter les vexations des soldats et se soumettre à leur bon vouloir pour pouvoir se déplacer. Hani Amer est devenu le prisonnier de sa maison : *"Telle est notre vie et je ne peux rien y faire. Si je laisse la porte ouverte trop longtemps, les soldats arrivent tout de suite. Ils savent tout ce que je fais."*

Le commissaire européen pour le développement et l'aide humanitaire, Louis Michel, en visite sur place, jeudi 26 avril, l'écoute et déplore : *"Cette famille vit dans un état de siège et de terreur permanents. Ma question est simplement celle-ci : "Est-ce que la sécurité d'un pays justifie pareille mesure ?" (...)*

Selon le commissaire européen, *"près de la moitié des enfants souffrent d'anémie. La mortalité infantile a augmenté de 15 % au cours de ces dernières années. Près d'un quart de la population n'a pas accès à l'eau. L'économie dans les territoires est devenue largement une économie de subsistance, voire de survie au quotidien"*.

Le commissaire s'est insurgé contre les contraintes imposées à la population palestinienne. *"Le système de fermeture et de contrôle mis en place par Israël, combiné avec un système routier exclusif au bénéfice des colonies, est certainement la cause la plus décisive dans la crise humanitaire actuelle, a-t-il dénoncé. En morcelant le territoire, en bloquant ou limitant les mouvements de manière imprévisible et arbitraire au travers de plus de 800 points de contrôle fixes et de 80 mobiles, ce système annihile toute chance de développement économique dans les territoires."* (...)

Michel Bôle-Richard,

Envoyé spécial à Masha, Cisjordanie.

Le Monde, 29 avril 2007

<http://www.lemonde.fr/web/article/0.1-0@2-3218.36-903145@51-891944.0.html>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Jean-Pierre Bouché : Les Palestiniens n'ont pas grand-chose à espérer du personnel politique français qui sera mis en place.

Quelle que soit l'issue de ces élections, les Palestiniens n'ont pas grand-chose à espérer du personnel politique français qui sera mis en place.

Comme par le passé, il privilégiera les relations politiques et commerciales avec son rejeton européen au Proche-Orient, et traitera la justice pour les Palestiniens comme un vague souhait irréaliste, voire néfaste.

Mais, contrairement aux préjugés sur les « orientaux », les Palestiniens ne sont pas fatalistes.

Olmert et Bush en savent quelque chose. Et pour commencer, nous appuierons leurs demandes pour la restauration totale de l'aide au peuple palestinien occupé, et pour les sanctions, citoyennes et institutionnelles, contre l'occupant.

bouche@cict.fr

4-2 Israël doit respecter les résolutions de la légalité internationale et adhérer au traité de non-prolifération nucléaire.

M. Ibrahim Osmane, directeur général de l'organisme de la énergie atomique en Syrie, a appelé la communauté internationale à déployer davantage de pressions sur Israël

pour l'obliger à adhérer au traité de non-prolifération nucléaire et soumettre toutes ses installations nucléaires sous la supervision internationale.

Dans un communiqué avancé hier au nom du groupe arabe en marge des travaux de la conférence préparatoire du comité de non-prolifération de l'arme nucléaire en 2010, tenus actuellement au siège de l'ONU à Vienne, M. Osmane a incité Israël à respecter les résolutions de la légalité internationale vu qu'il est le seul dans la région qui refuse le principe des garanties nucléaires globales.

Le communiqué affirme, enfin, l'importance de l'engagement des pays nucléaires à l'application des résolutions de la conférence et au respect du traité des parties signés en 1995 sur le désarmement nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la restriction de l'emploi de ces armées à des fins pacifiques.

Sana- L.A.

02-05

5 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Amira Hass : L'Holocauste comme atout politique d'Israël.

L'atout d'Israël pour son combat contre les Palestiniens

Le cynisme propre à l'attitude des institutions de l'Etat juif à l'égard des survivants de l'Holocauste n'est pas une révélation pour ceux qui sont nés et qui vivent parmi eux. Nous avons grandi avec un abîme entre la présentation de l'Etat d'Israël comme lieu de la renaissance du peuple juif et le dénuement de chaque survivant de l'Holocauste et de sa famille. La « réinsertion » personnelle a dépendu de la situation de chacun : les plus forts avant les autres, ceux qui n'avaient trouvé aucun soutien parmi les institutions de l'Etat. Dans les années 50 et 60, nous avons considéré comme humiliant nos parents pour être allés "comme des moutons à l'abattoir", une honte pour les nouveaux Juifs, les Sabras, oubliant la tragédie de leurs parents de la Diaspora.

On peut arguer que durant les deux premières décennies, beaucoup dans cette attitude peut être imputé au manque d'information et à la faiblesse très humaine des capacités à saisir toute la signification du génocide à échelle industrielle perpétré par l'Allemagne. Mais la conscience des aspects matériels de l'Holocauste s'est manifestée très tôt avec les institutions juives et sionistes qui ont commencé dès le début des années 40 à discuter des possibilités de demander des indemnités de guerre. En 1952, un accord sur les indemnités avec l'Allemagne était signé par lequel ce pays acceptait de payer des centaines de millions de dollars à Israël pour couvrir les coûts d'absorption des survivants et de payer leur réinsertion.

L'accord obligeait l'Allemagne à dédommager aussi bien les survivants individuellement mais la loi allemande faisait la distinction entre ceux qui appartenaient au « cercle de la culture allemande » et les autres. Ceux qui étaient capables de prouver leur lien avec le cercle supérieur ont reçu une somme plus élevée, même s'ils ont émigré d'Allemagne avec le temps. Les survivants des camps de concentration hors de ce « cercle » n'ont reçu que la somme ridicule de 5 marks par jour. Et les représentants israéliens ont avalé cette distorsion.

Ceci fait partie des sources de ce cynisme financier que les médias dénoncent aujourd'hui pour plusieurs raisons : l'âge avancé et la santé déclinante des survivants, la dégradation délibérée de la protection sociale, la présence de survivants venant de l'ancienne Union soviétique qui ne sont pas inclus dans l'accord d'indemnités, l'activisme médiatique d'organisations d'entraides non gouvernementales, et l'engagement bienvenu de journalistes en affaires sociales.

Ils sont choqués par le trou existant entre l'appropriation officielle de l'Holocauste, laquelle est comprise en Israël et perçue comme justifiée, et l'abandon des survivants.

Faire de l'Holocauste un atout politique est utile à Israël d'abord pour son combat contre les Palestiniens. Quand l'Holocauste se trouve d'un côté de la balance, en même temps que la conscience coupable (et c'est bien ainsi) de l'Occident, alors la dépossession du peuple palestinien de sa patrie en 1948 se retrouve minimisée et brouillée.

L'expression « sécurité pour les Juifs » a été consacrée comme le synonyme exclusif de « leçons de l'Holocauste ». C'est ce qui a permis à Israël de différencier systématiquement les citoyens arabes. Pendant 40 années, la « sécurité » a servi de justification pour maîtriser la Cisjordanie et la Bande de Gaza et leurs habitants qui ont été spoliés de leurs droits de vivre au même niveau que les résidents juifs, citoyens israéliens couverts de privilèges.

La sécurité a été utilisée pour créer un régime de séparation et de discrimination sur une base ethnique, de style israélien, sous les auspices de « discussions pour la paix » qu'on fait durer une éternité. Transformer l'Holocauste en un atout permet à Israël de présenter toutes les formes du combat palestinien (même sans arme) comme un maillon de la chaîne antisémite dont le point culminant fut Auschwitz. Israël se donne ainsi lui-même l'autorisation de monter encore plus de barrières, de murs et de miradors militaires autour des enclaves palestiniennes. Séparer le génocide du peuple juif de son contexte historique du nazisme et de ses objectifs de meurtre et d'assujettissement, le séparer de la série de génocides perpétrés par les hommes blancs hors d'Europe créent une hiérarchie parmi les victimes, en haut de laquelle nous nous tenons. Les chercheurs sur l'Holocauste et l'antisémitisme ne trouvent rien à dire quand, à Hébron, l'Etat pratique la purification ethnique via les colons, ses émissaires, et ils ignorent les enclaves et le régime de séparation que l'Etat est en train d'installer.

Quiconque critique la politique israélienne à l'égard des Palestiniens est dénoncé comme antisémite, si ce n'est comme négationniste de l'Holocauste. De façon absurde, délégitimer toute critique d'Israël rend plus difficile la réfutation des futiles analogies faites entre la machine à tuer nazie et le régime israélien de discrimination et d'occupation.

L'abandon des survivants par les institutions est, à juste titre, dénoncé à tous les niveaux.

La transformation de l'Holocauste en un atout politique afin de l'utiliser dans le combat contre les Palestiniens alimente les mêmes sources du cynisme officiel, mais cela fait partie du consensus.

Amira Hass

Ha'aretz, 19 avril 2007

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/849669.html>

http://www.protection-palestine.org/article.php3?id_article=4883

[Amira Hass écrit pour Ha'aretz. Elle est l'auteur de « Boire la Mer à Gaza ».]

[Traduction : JPP]

5-2 Enzo Traverso : Le langage de l'Empire.

(Extraits : texte complet en pièce jointe)

Les frontières miroitantes d'une vocation à la domination

Dans son ouvrage **Il Secolo mondo** (*Le Siècle-monde*^{1[1]}), Marcello Flores définit le 20^{ème} siècle^{1[1]} comme l'âge de l'occidentalisme, résumant en ce concept les différentes manifestations d'une domination à la fois économique, politique, militaire et culturelle, à travers laquelle l'Europe et les Etats-Unis ont imposé au reste de la planète leurs hiérarchies, leurs modèles et leurs façons de vivre.

Après le 11 septembre 2001, l'occidentalisme a éprouvé le besoin de reformuler ses postulats en un dessein plus ou moins cohérent qui, bien qu'élaboré souvent avec des matériaux qui datent, présente les traits d'une nouvelle idéologie impériale.

C'est le lexique de cette idéologie que Domenico Losurdo soumet à un examen critique dans son dernier livre (*Il linguaggio dell'Impero. Lessico dell'ideologia americana*, Laterza^{2[2]}. 323 pages, 23 euros) (*Le langage de l'Empire. Lexique de l'idéologie américaine, non traduit, NDT*).

Pour le concept d'Occident, il existe nombre de définitions, pas toutes reductibles de façon linéaire à la démocratie libérale. Les néo-conservateurs étasuniens se reconnaissent souvent comme père spirituel Léo Strauss, prophète d'un Occident issu d'Athènes (la philosophie grecque) et de Jérusalem (la Bible), mais il est paradoxal que ce critique inflexible des Lumières soit aujourd'hui revendiqué par ceux qui identifient la défense de l'Occident à la résistance de la civilisation des Lumières contre la barbarie obscurantiste. En réalité, depuis deux siècles, l'Occident a été bien des choses différentes.

Une civilisation supérieure

L'impérialisme du 18^{ème} identifiait l'Occident à la « mission civilisatrice » de l'Europe, légitimant ainsi ses entreprises coloniales. Hitler y trouvait le noeud de la « race aryenne » et la justification de la guerre nazie contre les juifs, le monde slave et la « barbarie asiatique » du bolchevisme. Pendant la guerre froide, dans une lettre au président américain Eisenhower, Churchill en résumait l'essence dans l'idée du *white-English-speaking World* (*Monde blanc-parlant-anglais ? NDT*). D'Oswald Spengler à Samuel Huntington, l'Occident est une vision de la « civilisation » opposée à ses ennemis. A cette lecture, Edward Saïd avait en son temps répliqué que les civilisations sont synchroniques, en rappelant que l'Occident serait historiquement inconcevable sans la médiation arabo-musulmane du Moyen Age tardif, à travers laquelle la culture de la Grèce antique a rejoint l'Occident chrétien. Les frontières de l'Occident sont en outre vagues et fluctuantes. En fait, l'Occident n'est ni limité à une zone géographique précise ni simplement identifiable au marché et à la démocratie, ni même encore apanage exclusif d'une religion. Son trait distinctif, soutient Losurdo en citant cet apologue mélancolique de la « race européenne » qu'est Tocqueville, est la vocation à la domination.

Ce livre ne veut pas reconstruire la formation de l'Occident comme système de pouvoir mais en démasquer l'idéologie. De ce point de vue, c'est une précieuse contribution. Suivons en les tracs. Le premier mot est « terrorisme », un concept générique qui englobe des pratiques très diverses, allant des attentats suicides irakiens à la guérilla colombienne. Losurdo n'en examine pas les métamorphoses – par exemple son nouveau caractère « global », non plus exclusivement « tellurique » comme dans le passé – mais il en révèle avec acuité la pluralité des acceptions.

Historiquement, le terrorisme est l'arme des pauvres, de ceux qui ne disposent pas de moyens de combat plus efficaces. La pratique du terrorisme suicide n'a pas de racines doctrinales dans l'Islam mais il a une longue histoire de désespoir. On pourrait en trouver les origines dans la résistance des hébreux contre la conquête romaine, dont l'épilogue fut le suicide collectif des vaincus à Masada, en 74 après Jésus Christ. C.L.R. James interprétait en termes analogues le suicide des esclaves dans les plantations de Saint Domingue, comme une forme de révolte contre leurs propriétaires. Cette référence à l'histoire est féconde, bien qu'il serait utile de distinguer le terrorisme suicide dirigé contre l'opresseur de celui qui atteint sans discrimination les population civiles. Il rejoint les observations qu'Esther Benbassa consacre dans son dernier essai à l'homologie entre le culte du martyr présent dans la tradition juive (depuis Masada en suivant) et celui qui est aujourd'hui répandu dans le monde musulman, tous les deux étant bien plus motivés par le désespoir que par la religion (*La souffrance comme identité*, Fayard).

^{1[1]} Voir http://www.mulino.it/edizioni/volumi/scheda_volume.php?vista=scheda&ISBNART=10910-2

^{2[2]} Voir <http://domenicolosurdo.blogspot.com/2007/05/novit-in-libreria-il-linguaggio.html>

Losurdo rappelle en outre que les Etats-Unis n'ont pas hésité à recourir à des méthodes terroristes, que ce soit en organisant des attentats contre des leaders politiques ennemis, ou en piétinant les droits de l'homme le plus élémentaires des prisonniers de guerre et des populations civiles des pays vaincus. Des scalps des Peaux Rouges (femmes et enfants compris) pendant les guerres du 19^{ème} siècle américain jusqu'aux soldats japonais pendant la seconde guerre mondiale, et des massacres du Vietnam, aux tortures de Guantanamo et Abou Ghraib, l'histoire du terrorisme d'état étasunien permettrait de monter un très riche musée des horreurs. Le fondamentalisme musulman, catégorie à laquelle l'Occident assimile aujourd'hui ses principaux opposants, est interprété par Losurdo comme un phénomène « réactionnel » : pas tellement un comportement hostile à la modernité, mais plutôt un repli sur la religion inspiré par le rejet de l'idéologie et des valeurs qui accompagnent la domination occidentale. Cependant, cette réaction engloutit aussi la dimension émancipatrice de l'Occident : une idée universelle d'humanité et d'égalité qui a inspiré dans le passé l'anticolonialisme et que l'idéologie impériale essaie maintenant d'instrumentaliser en présentant ses guerres comme des batailles pour la liberté et la démocratie.

En somme deux fondamentalismes qui s'affrontent : d'un côté le musulman et de l'autre celui des néo conservateurs étasuniens, fervents défenseurs du « destin manifeste » d'une nation à qui Dieu aurait confié la mission d'étendre à toute la planète les vertus de la démocratie et du libre échange.

Cette interprétation rejoint pas mal d'aspects de celle de Tariq Ali (*Lo scontro dei fondamentalismi*, Fazi, 2006) (*Le choc des fondamentalismes*) qui souligne pour sa part l'aspect non seulement réactionnel mais aussi régressif de ce fondamentalisme anti-occidental, qui a substitué la religion aux idéologies laïques, panarabes et socialistes prédominantes au Moyen-Orient au moins jusqu'au triomphe de la révolution iranienne. Il est vrai aussi, ajoute Losurdo, que les Etats-Unis n'ont pas hésité, pendant la Guerre froide, à soutenir le fondamentalisme musulman dans sa fonction antisoviétique, en contribuant à construire un boomerang qui revient sur eux aujourd'hui. Tout aussi ambigus les concepts d'antiaméricanisme, antisémitisme, antisionisme ou encore « pro islamisme ».

L'antiaméricanisme est généralement taxé de symptôme d'arriération culturelle, de nationalisme étriqué, ou de forme masquée d'antisémitisme. Ce diagnostic n'est pas faux, comme l'ont montré les travaux de Philippe Roger (*L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, Seuil) et Dan Diner (*Feinbild America*, Propyläen), mais unilatéral. « Américanisme » est aussi une étiquette qui marque des produits très différents. Heidegger l'a utilisée comme métaphore de la modernité technique et de la « massification de l'homme », en en saisissant aussi les traits dans le bolchevisme. Le Ku Klux Klan se l'est approprié dans ses rituels racistes. Dans les années Vingt, le sociologue Roberto Michels et Adolf Hitler soulignaient les affinités du fascisme et du nazisme avec l'américanisme, considéré par le premier comme réceptacle des énergies vitales d'une nation jeune, et par le second comme culte de la suprématie blanche.

Prenant ses distances avec une vision judéo-centrique tendant à diviser le monde en deux entités ontologiquement différentes, les juifs et les gentils, et à en raconter l'histoire comme le déploiement progressif de leur conflit, du christianisme des origines jusqu'au débouché tragique de la « Solution finale », Losurdo rétablit quelques distinctions méthodologiques. L'antijudaïsme appartient à la tradition des Lumières de la critique de la religion, dans laquelle se trouvent des philosophes comme Voltaire ou Marx, qui s'opposaient avec force aux discriminations contre les juifs. L'antisémitisme par contre est une forme d'hostilité à l'égard des juifs considérés comme une race nocive. Il prend naissance dans le dernier quart du 19^{ème} siècle, entre en osmose avec les nationalismes modernes et aboutit, en Allemagne, à l'idéologie exterminatrice du nazisme. Losurdo reconnaît les glissements possibles de la judéophobie traditionnelle à l'antisémitisme moderne, favorisés par la particularité du judaïsme comme religion d'un seul peuple, mais il n'y consacre peut-être pas l'attention voulue aux fréquentes osmose entre les deux. Sa distinction demeure cependant méthodologiquement nécessaire, comme, aussi, celle entre antisémitisme et antisionisme.

5-3 André Rousseau : Le rôle de l'eau dans la politique israélienne d'occupation de la Palestine. .

Le Proche-orient est une terre aride. Si l'on se limite aux trois régions où le problème de l'eau se pose avec le plus d'acuité, à savoir la Jordanie, Israël et les Territoires palestiniens, on constate que l'exploitation réelle des ressources, pour satisfaire à la demande actuelle, est très proche, voire supérieure à ce qui est effectivement disponible.

Photo : Rivière près du camp de réfugiés d'Al Faraa tarie l'été en raison du pompage excessif de ses eaux en amont par les colons israéliens

Ainsi, en 1994, la consommation d'eau en Israël dépasse les 2.000 millions de mètres cube/an alors que les ressources renouvelables n'excèdent pas les 1500 millions de mètres cube/an.

En Jordanie, le déficit d'eau se monte en 1999 à 155 millions de mètres cube et les nappes phréatiques sont surpompées à 180%.

Le cas est encore plus net dans la bande de Gaza qui exploite ses ressources renouvelables à 217%, ce qui pose d'importants problèmes, tant pour la qualité de l'eau pompée dans les nappes que pour l'avenir, avec le risque d'assécher ces nappes, dont beaucoup ne se renouvellent plus.

Historique

Déjà en 1919, Chaim Weizman, dirigeant de l'Organisation Sioniste Mondiale, écrit au 1er ministre anglais Lloyd George que "*l'ensemble du futur économique de la Palestine est dépendant de son approvisionnement en eau*

pour l'irrigation et l'énergie électrique". Les frontières demandées englobent, en plus de la Palestine, le Golan et les Monts Hermon en Syrie, le sud Liban et la rive est du Jourdain.

Un an plus tard, en octobre 1920, le même C. Weizman écrit au secrétaire du Foreign Office : "*Si la Palestine était amputée du Litani, du Haut Jourdain et du Yarmouk, sans même parler de la bordure ouest de la (mer de) Galilée (Lac de Tibériade), elle ne pourrait être économiquement indépendante. Et une Palestine faible et appauvrie ne serait d'aucune utilité pour aucune puissance*".

En 1941, D. Ben Gourion déclare : "*Nous devons nous rappeler que, pour parvenir à enraciner l'Etat juif, il faudra que les eaux du Jourdain et du Litani soient comprises à l'intérieur de nos frontières*".

Ben Gourion et Moshe Dayan étaient dès le début partisans d'envahir le sud-Liban jusqu'au Litani.

Dayan proclamait en 1954 : "*La seule chose qui est nécessaire est de trouver un officier (libanais), même seulement un Major....Nous pourrions soit le convaincre soit l'acheter pour qu'il se déclare lui-même le sauveur de la population maronite (chrétienne). Ensuite l'armée israélienne entrerait au Liban, occuperait les territoires nécessaires et mettrait en place un régime chrétien qui s'allierait à Israël. Le territoire au sud du Litani serait totalement annexé et tout serait parfait*".

On le voit, les envahissements ultérieurs du (sud)-Liban étaient programmés de longue date !

Dès 1953, Israël commence à dériver les eaux du Lac de Tibériade pour irriguer la côte et le Néguev, sans consulter la Syrie ni la Jordanie, et prélève une partie des eaux du Jourdain. En 1964 le "National Water Carrier" (transport de l'eau par canalisations) (**en rouge sur la carte Passia**) est opérationnel.

La Syrie et la Jordanie entreprennent alors la construction de barrages sur le Yarmouk et le détournement du Baniyas pour retenir l'eau en amont du Lac Tibériade et ainsi empêcher Israël de l'y siphonner. Israël les accuse alors de l'agresser et bombarde les travaux jusqu'au déclenchement de la guerre des 6 jours.

Le Liban suspecte aussi Israël de pomper son eau souterraine depuis le Bassin de Hasbani River (David Paul, "Water Issues in the Arab-Israeli Conflict").

La guerre de 1967 permet à Israël d'accaparer les ressources de Gaza, de la Cisjordanie et du Golan.

En 1978, cet Etat envahit le sud-Liban et détourne par pompage une partie du Litani jusqu'en 2000, date à laquelle il se retire suite à la résistance du Hezbollah installé dans cette région.

L'annexion du Golan, surnommé le "château d'eau", permet le contrôle du bassin d'alimentation amont du Jourdain, et se traduit par l'expulsion de la majorité de la population (100.000 personnes), ce qui, du même coup, permet à Israël de récupérer l'eau qui n'est plus localement consommée.

En 1994, Israël et la Jordanie signent un traité de paix avec un volet sur l'eau défavorable aux Jordaniens. Avec la Syrie qui propose de tout négocier, notamment l'eau, contre un retrait total de l'occupant du Golan, les discussions reprises en 1999 sont brusquement interrompues par Ehoud Barak.

Quant aux accords d'Oslo de 1993, s'ils reconnaissent (formellement) "*les droits de l'eau des Palestiniens*", ils renvoient leur négociation aux discussions finales sur le statut des territoires Palestiniens.....!

Même des responsables israéliens dits modérés ont refusé de s'engager sur l'eau dans le protocole de Genève.

La politique israélienne de l'eau

Dès 1936, Walter Clay Lowdermilk s'inspira des grands travaux, menés alors dans la Tennessee Valley aux Etats-Unis, pour proposer la mise en place d'une "Jordan Valley Authority" placée sous surveillance internationale.

Cette idée fut reprise en grande partie par le plan Johnston pour la vallée du Jourdain, du nom d'un envoyé du Président américain Eisenhower, en vue de créer une autorité régionale en 1954-1955, fondée sur une coopération inter étatique des Etats riverains du Jourdain, visant à allouer et gérer au mieux les ressources en eau.

La loi sur l'eau d'Israël

Mais Israël en décida autrement. Sa loi sur l'eau de 1959 fait des ressources hydrauliques "*une propriété publique (...)* soumise au contrôle de l'Etat". Le contenu légal, la valeur économique et sociale de la propriété foncière et des ressources qu'elle contient sont alors profondément modifiés.

Cela initie un système qui empêche les Palestiniens de disposer librement de leurs ressources hydrauliques, instaurant une discrimination systématique.

Mais la politique mise en œuvre depuis 1967 à Gaza et en Cisjordanie est d'un autre ordre de grandeur. Dès les premiers jours de l'invasion de la Cisjordanie et de Gaza en 1967, deux mesures sont prises :

1. interdiction de toute nouvelle infrastructure hydraulique, forages et puits sans autorisation,
2. confiscation des ressources en eau qui sont déclarées propriétés d'Etat conformément à cette loi israélienne sur l'eau de 1959 qui a nationalisé la ressource.

Pour y appliquer sa loi sur l'eau, Israël use à outrance de **décrets militaires**. Le domaine principal de discrimination est celui des entraves imposées aux forages des puits.

350 puits palestiniens fonctionnent actuellement en Cisjordanie, 23 d'entre eux, représentant 6,5 % de tous les puits, ont été forés depuis le début de l'occupation, **au profit exclusif des colonies de peuplement**.

Le droit de creuser de nouveaux puits nécessite un permis, délivré à la discrétion des autorités israéliennes. Depuis 1975, des quotas sont imposés et leur dépassement entraîne de lourdes amendes (des compteurs ont été installés). Ils n'ont été augmentés que quatre fois...

La quantité d'eau disponible pour les agriculteurs de Cisjordanie est gelée depuis 1967 : le plafond est fixé à 90-

100 millions de mètres cube par an pour 400 villages. Inversement, la quantité d'eau allouée aux colonies juives a augmenté de 100% au cours des années 1980.

Utilisation de la "Loi des Absents"

Sous des prétextes sécuritaires, la "loi des absents" est renforcée par la proclamation de "*zones ou régions spéciales*".

Conformément à l'ordonnance militaire sur la "*propriété abandonnée*", Israël prend possession de ces terres, expropriant de cette façon un nombre inconnu de puits qui étaient utilisés par les Palestiniens ayant subi l'exode de 1948 et depuis considérés comme "*absents*".

De même, la législation israélienne soumet certaines régions de Cisjordanie à des réglementations renforcées : "*régions soumises à rationnement*", "*districts de drainage*", "*régions de sécurité militaire*".

C'est le cas d'une bande de terre le long du Jourdain, déclarée "*zone militaire*", que les Palestiniens utilisaient à des fins d'irrigation. Ces mesures limitent davantage encore l'accès des Palestiniens à l'eau, laquelle est achetée au prix fort - celui de l'eau potable - par les agriculteurs palestiniens pour les besoins de l'irrigation.

Avant 1967, cette pratique était inconnue des populations palestiniennes : pour la Cisjordanie, les autorisations concernant l'utilisation des eaux étaient généralement accordées par l'autorité jordanienne. Dans la bande de Gaza, aucun système de permis n'existait avant 1967 et l'utilisation de l'eau relevait du droit coutumier.

Ainsi, par les ordonnances militaires n° 450 et 451 de 1971, **le droit d'octroyer des licences d'utilisation de l'eau, prérogative du Directeur du cadastre jordanien, a été transféré aux autorités israéliennes**. Selon diverses sources, **5 à 10 permis** ont été concédés depuis 1967.

De même, depuis 1975, **la réfection et le nettoyage des puits sont soumis à des autorisations israéliennes, pratiquement jamais accordées**. Israël a reconnu sa politique de limitation de nouveaux permis pour les Palestiniens sous les prétextes d'économie d'eau et d'amélioration des méthodes d'irrigation permettant une productivité accrue de l'agriculture locale...!

La Mékorot

Ces pratiques discriminatoires sont institutionnalisées : le gouvernement israélien, l'Agence juive et le Fonds national juif (FNJ) contrôlent la **Mékorot** (Compagnie de gestion israélienne) et la **Tahal** (Compagnie de planification des ressources en eau d'Israël), dont l'objectif commun est le soutien exclusif des intérêts israéliens. L'intégration des services israéliens, en imposant une centralisation de ces compagnies et en supprimant la participation des populations locales, place les territoires palestiniens dans une situation de dépendance juridique et administrative.

La Mékorot a développé dès 1967 des réseaux au profit quasi-exclusif des colonies. Le développement et l'entretien des systèmes municipaux palestiniens ont été laissés à l'abandon, alors que la Mékorot contrôlait et étendait son réseau de distribution.

Dans les secteurs Palestiniens desservis par la Mékorot, l'état d'entretien est tel que jusqu'à 40% de l'eau transportée en Cisjordanie est perdue en ligne. Le système hydraulique palestinien est resté à son niveau de 1967.

À Tulkarem, ces pertes s'élèvent à **60%**, à Ramallah à **20%**. Et la création d'infrastructures hydrauliques, qui relie les colonies de peuplement entre elles, enferme les territoires palestiniens dans un quadrillage serré.

A **Gaza**, la situation est plus dramatique encore, car l'aquifère côtier surexploité s'infiltre maintenant d'eau de mer. Pour le futur État palestinien, l'éventuel découplage du réseau hydraulique s'avérera difficile et onéreux.

Inégalité d'accès et de prix

Mais il ne suffit pas que la ressource existe, encore faut-il y avoir accès et les couvre-feux et blocus continus conduisent à des situations dramatiques.

Les destructions de réseaux et réservoirs obligent à faire venir l'eau en camions-citernes, renchérissant son prix qui peut atteindre jusqu'à 40 NIS/mètre cube (plus de 8 euros), soit **près de 10 fois plus que le prix initialement demandé par la municipalité**.

Dans les Territoires Occupés Palestiniens de 1967, les réseaux étant fréquemment sous le contrôle direct des colons, ceux-ci ferment les vannes de distribution des antennes en direction des villages palestiniens quand bon leur semble.

Si les Israéliens bénéficient de l'eau courante toute l'année, les palestiniens sont victimes de coupures arbitraires, en particulier pendant l'été.

Quant au prix payé par un consommateur palestinien, il est en principe le même qu'un israélien, alors que le PIB est 20 fois plus élevé en Israël qu'en Cisjordanie.

En réalité l'eau est fortement subventionnée pour les colonies juives alors qu'un palestinien doit payer 4 fois plus cher qu'un colon pour y accéder.

Ainsi une famille palestinienne peut dépenser plusieurs centaines de shekels/mois, alors que ses revenus n'excèdent pas 1500 NIS mensuels. (1 NIS = 0.21 euro = 1.37 FF; 1 euro = 4,7 shekels).

"L'Autorité Palestinienne de l'Eau"

Dans de telles conditions, "l'Autorité Palestinienne de l'Eau", qui a été créée par Oslo 1, faisait pâle figure avant d'être annulée par Oslo 2, puisque c'est Israël seul qui gère les flux.

Elle servait surtout de bouc émissaire face au mécontentement des populations palestiniennes, et elle a perdu sa raison d'être avec la destruction systématique des infrastructures (les cuves) et l'impossibilité de contrôler la pollution.

Etat des lieux hydrogéologiques et répartition de la consommation d'eau

La consommation moyenne et annuelle d'un Israélien (357 mètres cube) est quatre fois plus élevée que celle d'un Palestinien de Cisjordanie (84,6 mètres cube). La consommation domestique d'un citoyen israélien est trois fois supérieure à celle d'un Palestinien.

La consommation agricole est également largement plus forte, et la politique israélienne de subventions encourage, de fait, une consommation élevée.

Douloureux handicap pour l'agriculture palestinienne : **les colonies irriguent 60% de leurs terres cultivables, contre 45 % en Israël et 6% en Cisjordanie.**

La législation décrite ci-dessus permet à Israël de satisfaire ses besoins en eau grâce à des détournements qui s'apparentent à de véritables spoliations.

- Depuis 1967, la conquête du **Golan** a permis à Israël de disposer du Banyas ainsi que des nappes et cours d'eau qui parcourent le Mont et lui donnent son surnom de "château d'eau". Le Golan apporte à Israël plus de 250 millions de mètres cube d'eau par an.

Le Golan et le Yarmouk fournissent ainsi près du tiers de la consommation totale israélienne.

En conséquence, 75% des eaux du Jourdain sont détournés par Israël avant qu'elles n'atteignent les Territoires.

- En **Cisjordanie**, trois aquifères fournissent un autre tiers des réserves hydrauliques à Israël, qui consomme près de 86 % de l'eau de la région.

Les Palestiniens en utilisent 8 à 12%, et les colons israéliens 2 à 5%. **Après plus de trente années d'occupation, quelque 180 villages de Cisjordanie ne sont toujours pas raccordés à un système de distribution.**

Le contrôle des sources d'eau est aux mains de la compagnie israélienne Mekorot qui distribue chaque année 110 millions de mètres cube aux 1,5 million de Palestiniens (soit 73 mètres cube par habitant), 30 millions de mètres cube aux 140.000 colons (soit 214 mètres cube par colon), tandis que 460 millions de mètres cube partent vers Israël.

Cette compagnie pratique une distribution, mais aussi des tarifs discriminatoires.

Elle fait payer 0,7 \$ le mètre cube pour usage domestique et 0,16 \$ pour l'agriculture aux Israéliens, tandis qu'il n'existe pas de prix différencié pour les Palestiniens qui doivent payer, eux, **1,20 \$ le mètre cube**. Heureusement, cette nappe se régénère facilement grâce à des précipitations abondantes.

. A **Gaza**, la superficie territoriale est petite et les précipitations sont faibles. On estime que seulement 35 millions de mètres cube pénètrent le sol pour gagner la nappe phréatique.

Vu l'accroissement de la population (de 50.000 personnes avant 1948, elle est passé à 1,2 million aujourd'hui, ce qui correspond à **29 mètres cube d'eau par habitant et par an** !), cette nappe d'eau est surexploitée, et 70% de ses ressources sont endommagées.

Les Israéliens pompent de façon trop importante près de la bande de Gaza et assèchent les puits palestiniens où l'eau disponible est saumâtre et désormais polluée. Il n'existe pas de rivière dans la bande de Gaza, mais un wadi qui rassemble les eaux de plusieurs wadi dans la région.

Les Israéliens ont établi de petites digues sur ces wadi et la seule eau qui coule désormais dans le Wadi Gaza est celle usée et non recyclée de la ville de Gaza.... La Bande de Gaza a d'ores et déjà reçu un certain soutien international pour résoudre en partie la crise de l'eau (dessalage, importation d'eau et lutte contre la pollution), mais cela reste insuffisant par rapport à la demande locale.

Conséquences sur l'environnement

Tous usages confondus, **la consommation moyenne en eau des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza représente environ 150 mètres cube par personne et par an, alors que les colons de Cisjordanie en consomment, eux, entre 700 et 800 mètres cube**. En conséquence, les eaux souterraines ont été surexploitées.

Depuis l'occupation en Cisjordanie et à Gaza, **70 à 80% des villes et villages palestiniens ne reçoivent que quelques heures d'eau par semaine**, obligeant la population à faire des réserves dans des bidons, soit dans des conditions d'hygiène hasardeuses, tandis que les postes militaires israéliens et les colonies sont alimentés 24 heures sur 24.

Ces dernières vivent comme si elles étaient dans un pays européen, alors que la population palestinienne a toujours géré son eau en connaissant l'aridité de la région.

De plus le développement agricole israélien se fait en contradiction avec les ressources en eau disponibles. Les Palestiniens n'ont pas le droit de forer des puits, alors que les colons le peuvent et sur de grandes profondeurs (300 à 500 mètres).

Ainsi, non seulement il est interdit pour les Palestiniens de forer de nouveaux puits sans autorisation militaire israélienne, mais surtout **leurs puits ne doivent pas dépasser 140 mètres de profondeur, alors que ceux des colons peuvent atteindre 800 mètres**.

Aggravation de la situation

Depuis la deuxième Intifada, la situation s'est encore dégradée, puisque l'armée israélienne et les colons attaquent de manière presque systématique les puits, empêchent les Palestiniens d'accéder à l'eau et à terme essaient de les pousser à partir. De ce fait, le coût de l'achat de tanks d'eau a considérablement augmenté, passant de 3 \$ par mètre cube à **7 \$**.

Les hélicoptères israéliens bombardent les tanks sur les toits des maisons ainsi que les puits importants, comme

ce fut le cas à Rafah.

L'eau des aquifères de Cisjordanie est revendiquée par les Palestiniens, qui soulignent qu'Israël exploite par ses puits profonds et à 80-90% des nappes qui devraient leur revenir, car elles sont situées sous les collines de Cisjordanie. Ils estiment de plus que l'État israélien a violé la Convention de Genève (stipulant le statu quo des sols de territoires occupés) en creusant des puits pour ses propres implantations, tandis qu'il gelait l'exploitation palestinienne de l'eau. Par ailleurs ces puits auraient asséché ceux moins profonds de villages traditionnels. Pour Gaza, le problème provient des puits creusés dans la nappe phréatique. Selon l'Autorité palestinienne, les Israéliens ont pompé dans les nappes aux abords immédiats de la bande de Gaza, causant ainsi la forte salinisation actuelle des puits.

Ajoutons que **31% des communautés palestiniennes ne sont pas raccordées** : dépendant du Mékorot, qui fait ce qu'il veut, elles se retrouvent souvent non alimentées, soit du fait de camions citernes bloqués aux check points, soit parce que l'eau est saumâtre, comme à Gaza et sur l'aquifère oriental en Cisjordanie.

Le vrai rôle du Mur et la politique d'annexion

C'est au nom d'une prétendue - et illusoire - sécurité que les gouvernements israéliens successifs ont refusé d'appliquer les résolutions de l'ONU leur intimant l'ordre de revenir aux frontières de 1967 - dite la "ligne verte"-, et en particulier de rendre à la Syrie les hauteurs du Golan.

En réalité, la politique des "*faits accomplis*", guidée par la volonté connue de conquête territoriale d'Israël (le rêve du "Grand Israël biblique" de certains dirigeants israéliens), a surtout pour objectif de **mettre la main sur 90% des ressources en eau de la région, ce qui devrait être effectif quand le Mur sera terminé**. Cette politique, planifiée pour chasser les Palestiniens de Cisjordanie par le tarissement de l'accès à leurs propres ressources en eau, est escomptée passer à travers les gouttes d'une réprobation internationale !

Qu'on en juge sur le terrain ! Le tracé du Mur suit une logique délibérée : maximum de terres, minimum de population, en vue de l'annexion et de l'expansion future des colonies. Le tracé de ce dernier suit soigneusement les principales colonies, mais est aussi calé sur la mainmise des meilleures terres et sur la récupération optimale des accès à l'eau.

Séparer les puits des terres conduit d'abord à assécher ces dernières, à la perte des investissements et des récoltes, puis à l'abandon et donc à la récupération par Israël au titre de la "*loi*" sur les "*terres non cultivées*".

Par exemple, dans les régions de Qalqiliya et Tulkarem, en juin 2003, plus de 50 % des terres irriguées sont isolées et plus de 5 % détruites, 50 puits sur 140 et 200 citernes se retrouvent isolés ou en zone tampon, 30 Km de réseau d'irrigation et 25 puits et citernes ont été détruits, affectant 51 communes, soit plus de 200.000 personnes, dont 40% sont maintenant sans ressources.

Un rapport de l'ONU indique **qu'entre la signature des accords d'Oslo en 1993 et 1999, 780 puits fournissant de l'eau à usage domestique et pour l'irrigation ont été détruits**.

Quant aux secteurs, où, malgré tout, subsistent quelques productions, comme les serres à Qalqiliya, la fermeture des voies de communication rend impossible toute commercialisation.

L'enfermement concentrationnaire, déjà effectif à Gaza depuis plus de 10 ans, s'accélère aujourd'hui avec la construction du Mur en Cisjordanie.

A Rafah, dans la bande de Gaza, où la démolition systématique de centaines de maisons a été menée par l'armée d'occupation, les infrastructures correspondantes : citernes, réseau et réservoirs publics ont été détruits. Cela a été le cas, en particulier, au début 2003, de la station de pompage de deux puits fournissant l'eau à 50% des habitants de la ville. Ces deux puits fournissaient 6.000 mètres cube d'eau par jour (de bonne qualité et non saumâtre) sur les 13.000 journaliers consommés par les 130.000 habitants. L'un de ces deux puits avait été bâti en 2001 par l'Autorité Palestinienne avec l'aide de fonds du gouvernement canadien.

En mars 2003 et depuis le début de la 2ème Intifada, les dommages dans les Territoires occupés s'établissaient comme suit : 151 puits, 153 sources, 447 citernes, 52 citernes mobiles (tankers), 9.128 citernes de toit, 14 réservoirs, 150 Km de canalisations desservant plus de 78.000 maisons (source : *Palestinian Hydrology Group - mars 2003*).

L'avenir ?

Il est inacceptable qu'Israël puisse accaparer la presque totalité des ressources hydrauliques de la région au profit exclusif de ses ressortissants - minoritaires en nombre -.

Le fait incontournable que ces ressources soient insuffisantes pour permettre une utilisation de l'eau semblable à celle des pays tempérés devrait au contraire inciter à la recherche de *modus vivendi* des peuples de la région.

Or, Israël refuse à ce jour toute (re)négociation sur ce sujet, tant avec l'Autorité Palestinienne qu'avec ses voisins, comme le prouve sa politique au sud-Liban et au Golan.

La politique internationale de l'eau, qui avait été initiée dans les années 50 avec le Plan Johnston, a été mise sous le boisseau par Israël. Il serait temps que, sous l'égide de l'ONU, se tienne une Conférence internationale avec les pays alentour, tout en étant conscient que le règlement politique sur la base des résolutions de l'ONU et le partage équitable de l'eau sont indissociables.

Il est aussi évident que si, en Palestine, un seul pays – laïque – permettait à l'ensemble de la population de vivre sous les mêmes lois, la résolution du problème de l'eau serait plus facile.

En attendant, le statu quo mène directement à une catastrophe annoncée.

Et rappelons-nous que dans l'histoire de la Mésopotamie, des civilisations ont disparu par suite d'insuffisance des ressources hydrauliques.

André Rousseau

5-4 Brian Klug : Qui parle au nom des juifs de Grande-Bretagne ?

Nous n'accepterons jamais que soient vilipendés ceux qui protestent contre des injustices perpétrées au nom du peuple juif

S'il est une chose sur laquelle les juifs peuvent tomber d'accord, c'est bien celle-ci : la disputation, ça fait drôlement du bien ! Depuis des temps immémoriaux, la culture juive se ressent fort bien de la disputation – c'est-à-dire de l'expression franche d'un désaccord tranché et sincère – cela remonte à l'époque où Moïse polémique avec Dieu lui-même. Mais de nos jours, une atmosphère oppressante et malsaine est en train d'amener beaucoup de juifs à hésiter, dès lors qu'il pourrait s'agir de s'élever contre Israël ou contre le sionisme. Les gens sont inquiets et réticents à contrevvenir à une loi non écrite décidant de ce qu'il serait licite ou illicite de contester, de ce qui pourrait ou non être affirmé.

C'est là un climat qui ne manque pas de soulever des questions fondamentales : à propos de la liberté d'expression, à propos de l'identité juive, à propos de sa représentation, et du rôle que les juifs concernés vivant en Grande-Bretagne peuvent jouer en aidant les Israéliens et les Palestiniens à trouver leur (propre) voie vers un avenir meilleur.

La situation au Moyen-Orient continuant à se dégrader, année après année, de plus en plus nombreux, des juifs observent cette dégradation de loin, en proie à un grand désarroi. Ce désarroi devient colère, quand des civils innocents – Palestiniens, et Israéliens – subissent des blessures, voire pire - la mort –, à cause de ce conflit qui ne trouve pas de fin. La colère se mue en outrage quand les droits humains d'une population soumise à une occupation [militaire étrangère] sont violés de manière répétitive au nom du peuple juif.

Nul n'est investi d'on ne sait trop quelle autorité qui lui permettrait de parler au nom du peuple juif. Pourtant, durant la guerre d'Israël contre le Liban, l'été dernier, Ehud Olmert, Premier ministre israélien, a dit [tolé] devant un public américain : « Je suis persuadé qu'il s'agit là d'une guerre menée par l'ensemble des juifs ». Sa conviction n'est fondée sur aucune preuve : c'est un article de foi, un corollaire de la doctrine selon laquelle Israël représente(r) l'ensemble des juifs – y compris en Grande-Bretagne, donc. C'est là une imposture ; plus, c'est là une imposture dangereuse, étant donné qu'elle noircit tous les juifs d'un même coup de pinceau. Pourtant, cette conception erronée des choses est renforcée, ici [en Grande-Bretagne] par ceux qui prétendent s'exprimer collectivement au nom des juifs britanniques ou qui permettent que cette impression ne soit pas démentie, et qui ne reflètent qu'une unique position sur le Moyen-Orient. De son propre aveu, le Conseil Représentatif des juifs britanniques [Board of Deputies of British Jews] (qui se targue d'être « la voix des juifs britanniques ») consacre le plus gros et du temps et des ressources financières de sa section internationale à la « défense [et illustration] d'Israël ». Ainsi, quand un « rassemblement de solidarité » fut organisé à Londres, en juillet dernier, au plus fort de la guerre contre le Liban, l'organisateur n'était autre que lui [organised].

Tout ceci suggère l'idée que les juifs britanniques, s'exprimant d'une seule voix, d'une seule, se tiennent fermement derrière le gouvernement israélien et soutiennent mordicus ses opérations militaires.

Deux choses sont erronées, dans cette suggestion. Primo : c'est faux. Les juifs étaient profondément divisés tant en ce qui concerne les campagnes militaires d'Israël à Gaza qu'au sujet de la guerre d'Israël contre le Liban, l'année dernière. Certes, il y avait aussi ceux qui partageaient le sentiment du grand rabbin, Sir Jonathan Sacks, qui, s'adressant au rassemblement évoqué [addressing], déclara : « Israël, nous sommes fiers de toi ! ». Mais d'autres éprouvaient, en gros, un sentiment aux antipodes de celui-ci.

Secundo, il n'entre absolument pas dans les prérogatives du Conseil de prendre une position partisane sur le Moyen-Orient. Laissons des associations telles les Fédérations sionistes, ou à la rigueur l'ambassade d'Israël organiser des rassemblements de solidarité. Le rôle du Conseil, c'est de veiller au bien-être des juifs britanniques dans tous les domaines, et en aucun cas de défendre Israël. De même, le grand rabbin est fondé, à titre privé et hors fonctions, d'apporter un éclairage religieux à des questions politiques, mais son rôle n'est pas d'agir en tant que porte-parole politique de ses ouailles.

Devant cette situation, un groupe de juifs britanniques s'est réuni, pour lancer l'association Independent Jewish Voices [Voix juives indépendantes] (IJV) [Independent Jewish Voices]. Nous provenons de tous sortes de milieux, et nous avons des modes de vie très variés. Certains d'entre nous sont traditionalistes, d'autres ne le sont pas. Un certain nombre ressentent un fort attachement à Israël, en tant que juifs, d'autres n'en ressentent aucun. Nous ne partageons pas tous la même vision au sujet du Moyen-Orient. Nous sommes un réseau d'individualités, et pas un mouvement (ni a fortiori un parti) politique.

Mais certains engagements fondamentaux nous unissent. Ils sont énoncés dans notre déclaration d'intentions, publiée aujourd'hui sur le site ouébe des tribunes libres du quotidien The Guardian [Comment is Free], ainsi que dans des encarts payants dans la revue Jewish Chronicle et dans le quotidien The Times. Parmi ceux-ci : la primauté des droits de l'homme ; la priorité égale donnée aux Palestiniens et aux Israéliens dans leur quête d'un

avenir pacifique et sûr ; et enfin le rejet de toute forme de racisme visant les juifs, les Arabes, les musulmans ou qui que ce soit.

Nous sommes convaincus que, seuls, ces engagements – et non des loyautés d’ethnie ou de groupe – définissent les limites d’un débat légitime. Nous invitons les juifs de Grande-Bretagne qui partagent notre vision des choses à ajouter leur nom à la liste des signataires de notre association (IJV).

Des juifs vivant à l’étranger, confrontés à ce même climat (oppressant), sont en train de prendre des mesures analogues afin de se faire entendre. Ainsi, l’Alliance des juifs canadiens non-indifférents [Alliance of Concerned Jewish Canadians] a été créée afin de promouvoir « une expression publique juive alternative » sur la politique israélienne. En juillet dernier, une association des « juifs sud-africains préoccupés » a lancé un appel à « tous ceux qui partagent notre engagement vis-à-vis de la commune humanité » afin qu’ils exhortent Israël à arrêter ses bombardements au Liban. Ces dernières années, des associations juives dénonçant les violations, par Israël, des droits de l’homme ont proliféré, notamment aux Etats-Unis, mais tout particulièrement en Israël même.

Nous ne nous posons pas en alternative au Conseil Représentatif ni à un quelconque autre corps constitué. Mais nous contestons ce concept standard qu’est « la communauté juive [britannique] », en tant qu’entité collective dont le Conseil serait l’expression séculière et dont le grand rabbin serait l’expression religieuse. Ce système a été mis en place en des temps désormais révolus – même s’il s’agit là de préceptes utilisés, encore de nos jours, en ce qui concerne d’autres minorités nationales. Car il ne fait que portraiturer « la communauté juive » sous les traits d’un unique bloc, sans aucun égard pour sa complexité interne, qui présenterait au monde extérieur un visage unique, par l’intermédiaire de ceux qui s’en font les ambassadeurs.

Il y a une certaine affinité entre notre initiative et le Réseau Nouvelle Génération [New Generation Network] [[New Generation Network](#)], lancé par le quotidien The Guardian en novembre de l’année dernière. Un groupe très divers de Britanniques formulèrent l’idée que le gâteau de la société britannique (ou de cette portion constitué de « minorités ») pouvait être partagé en tranches très nettes, ethniques ou religieuses : les « communautés » disjointes, dotées chacune de leurs « dirigeants » autoritaires. Pour beaucoup d’entre nous, ce modèle est étouffant, et il contrarie toute notre expérience acquise.

Entre autres choses, il met en exergue la nécessité de garder les dissensions « au sein de la famille ». Pour les juifs, cet ethos est particulièrement étouffant, quand il s’agit du sionisme ou d’Israël. Certains, qui condamnent à bon droit toute diabolisation de l’Etat juif, n’hésitent pas à diaboliser des coreligionnaires qui, lorsqu’ils s’expriment sur ces sujets en public, traversent une invisible ligne jaune d’acceptabilité. Nous rejetons toute tentative d’étouffer le débat public légitime, et nous avons en horreur cette culture de l’ostracisme.

Les insultes diffamatoires telles « traître » ou « juif haineux de lui-même » sont particulièrement insupportables. En effet, si nous nous sentons inexorablement poussés à protester contre l’injustice faite aux Palestiniens, c’est pour partie en raison des leçons tirées de notre propre histoire, de l’expérience juive de la marginalisation et des persécutions. De plus, quand le langage des droits de l’homme est utilisé, beaucoup d’entre nous (laïcs et religieux) entendent les voix de ces prophètes hébreux, de ces rabbins, de ces écrivains, de ces activistes et autres figures juives, à travers les siècles, pour qui le judaïsme ne voulait strictement rien dire s’il n’était pas synonyme de justice sociale.

Ainsi, quand nous nous élevons contre l’occupation par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ou contre les bombardements israéliens au Liban, ou encore contre la discrimination dont souffrent les Palestiniens en Israël même, nous ne nous retournons nullement contre notre identité juive ; au contraire, nous nous y référons. Certains parmi nous, se souvenant que près de quarante années se sont écoulées depuis le début de l’occupation israélienne, perçoivent comme un écho. Quarante ans, c’est la durée pendant laquelle les Israélites errèrent dans le désert, errance vers la fin de laquelle Moïse leur donna cette directive : « La justice, [c’est] la justice [que] tu rechercheras » [Deutéronome 16:20].

Cette boussole vaut pour toute l’humanité, en particulier alors que nous cherchons notre chemin – ou que nous cherchons à aider autrui à le trouver – vers un avenir meilleur.

Brian Klug

in The Guardian (courrier des lecteurs), 5 février 2007

http://commentisfree.guardian.co.uk/brian_klug/profile.html

Le Dr. Brian Klug est chercheur et maître de conférence en philosophie à St Benet’s Hall (à Oxford) et membre de la Faculté de Philosophie à l’Université d’Oxford. Il est membre honoraire du Parkes Institute for the Study of Jewish/non Jewish Relations [Institut Parkes pour l’étude des relations entre juifs et non juifs] de l’Université de Southampton, ainsi qu’adjoint au rédacteur en chef de la revue Patterns of Prejudice (Modalités du préjugé) [[Patterns of Prejudice](#)] et membre fondateur du Forum juif pour la Justice et les Droits de l’Homme [[Jewish Forum for Justice and Human Rights](#)].

Il est l’auteur de beaucoup d’ouvrages et d’articles sur les notions de ‘race’, sur l’antisémitisme, sur l’identité juive, le sionisme ainsi que des sujets afférents à ceux-ci. Sa bibliographie comporte notamment Children as Equals : Exploring the Rights of the Child [Des enfants en tant qu’être égaux : exploration des droits de l’enfant] (dont il est coauteur) et Ethics, Value and Reality : Selected Papers of Aurel Kolnai [Ethique, valeurs et réalité : une sélection d’articles d’Aurel Kolnai] (dont il est également un des coauteurs).

Traduit de l’anglais par Marcel Charbonnier

6 Activités

6-1 Réseau de Coordination Internationale pour la Palestine (ICNP) : Le Monde dit NON à l'Occupation israélienne.

9 & 10 Juin 2007, Journées d'Action Mondiale : Le Monde dit NON à l'Occupation israélienne !
Juin 2007 marquera l'anniversaire des 40 ans d'occupation israélienne de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie, de la Bande de Gaza et des Hauteurs du Golan syrien.
Les 9 & 10 juin 2007, le peuple de la Palestine et les peuples du monde entier se réuniront pour dire NON ! à l'occupation israélienne.

Depuis 40 ans, Israël a construit des colonies illégales sur les terres volées au Palestiniens. Depuis 40 ans, Israël a tué des milliers de Palestiniens, démoli 12.000 maisons palestiniennes, arrêté 650.000 Palestiniens, détruit plus d'un million d'oliviers palestiniens.

Depuis 2002, le Mur d'Apartheid construit sur le Territoire Palestinien Occupé a pour but d'encercler la population palestinienne, d'entasser les Palestiniens dans des Bantustans tronqués et de cimenter l'expansionnisme israélien. Le mur sépare les fermiers de leurs terres, les étudiants de leurs écoles, les ouvriers de leurs emplois, et les personnes de leurs communautés.

En dépit de la décision de la Cour Internationale de Justice internationale qui l'a déclaré illégal, le Mur encercle maintenant les villes et les cités palestiniennes dans la plus importante saisis de terre depuis 40 ans.

Dans sa récente guerre contre le Liban, l'unilatéralisme et le militarisme d'Israël ont été exposés au monde. Israël continue à établir des "faits sur le terrain" pour maintenir un contrôle stratégique sur le Territoire Palestinien Occupé et pour annexer la terre et se débarrasser de la population Non-Juive

Pendant ses 40 ans d'occupation, Israël a constamment refusé aux Palestiniens des territoires occupés leurs droits de l'homme garantis au niveau international à la nourriture, à l'eau, à l'éducation, à des moyens d'existence et aux services de santé ; il impose un système de checkpoints, de bouclages, de barrages militaires, de sièges et de couvre-feux qui privent les Palestiniens d'une la liberté de circulation à l'intérieur et entre leurs propres communautés ; et, toujours en violation des Conventions de Genève, Israël impose des punitions collectives à l'ensemble de la population palestinienne.

Les arrestations de masse ont concerné des dizaines de parlementaires palestiniens et des ministres de gouvernement démocratiquement élus.

Depuis l'année 2000, les assassinats "ciblés" israéliens, souvent effectués par des bombardiers F-16 et des missiles fournis par les États-Unis ont eu comme conséquence la mort de plus de 337 Palestiniens ; dont 129 n'étaient pas du tout des "cibles", et nombre d'entre eux étaient des enfants.

Depuis 1948, les Palestiniens à Jérusalem et à l'intérieur d'Israël subissent une discrimination institutionnalisée et sont privés d'une égalité et de leurs pleins droits en tant que citoyens.

Et Israël continue à refuser aux réfugiés palestiniens qui ont été forcés de s'exiler de leur patrie pendant la guerre de 1947-48, leur droit au retour reconnu internationalement.

Il y a trente ans, les Nations Unies ont reconnu, condamné et se sont engagées à s'opposer au crime d'Apartheid, peu importe l'endroit où il apparaît dans le monde.

Aujourd'hui, 12 ans après la fin de l'Apartheid en Afrique du Sud, Israël continue à pratiquer un système d'Apartheid. Nous invitons à nouveau les Nations Unies à nous rejoindre pour reconnaître, condamner et s'engager à s'opposer à ces crimes honteux.

Comme nous l'étions dans le passé, nous sommes à nouveau déterminés à ce que les auteurs de ce crime soient présentés devant la Justice.

Tout au long de ses années d'occupation, Israël a violé des dizaines de lois internationales et de nombreuses résolutions de l'ONU.

Et la communauté internationale porte une grande partie la responsabilité de ces violations.

Menés par les États-Unis, de nombreux gouvernements dans le monde ont activement collaboré à fournir un soutien à l'occupation israélienne et au refus des droits des Palestiniens.

D'autres n'ont rien dit ou ne se sont pas exprimés assez fort et ne se mobilisent pas de façon sérieuse pour remettre en cause au niveau mondial les violations israéliennes.

Nous construisons des campagnes non violentes de Boycotts, Retraits d'Investissements et Sanctions au niveau mondial et nous travaillerons sur un large éventail de campagnes éducatives et culturelles, pour aboutir à une Action Mondiale les 9 & 10 Juin 2007, intitulée :

Le Monde dit NON à l'Occupation israélienne !

Les peuples du monde entier se rassembleront pour exiger une fin de l'occupation et l'application des droits inaliénables des Palestiniens, y compris le droit à l'autodétermination et le droit d'établir un Etat palestinien indépendant et souverain avec comme capitale, Jérusalem.

Nous insisterons sur le fait que nos propres gouvernements cessent de fournir un soutien militaire, économique, diplomatique à l'occupation illégale d'Israel, et qu'ils mettent en place une nouvelle politique étrangère qui soutiendra la fin de l'occupation, l'égalité des droits pour tous, et une paix globale, juste et durable.

Rejoignez-nous, alors que LE MONDE DIT NON A L'OCCUPATION ISRAELIENNE !

Soutenez cet appel en envoyant un mail à : ICNPcall@gmail.com

ICNP > ICNPcall@gmail.com

Réseau de Coordination Internationale pour la Palestine

6-2 Libérons Gaza de ses chaînes.

Libérez Gaza - Briser le siège.

2007 : Il y a quarante ans que cela dure.

C'en est assez.

« 2007 marque le quarantième anniversaire de la Guerre des six jours, au cours de laquelle l'armée israélienne a pris le contrôle de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem Est. Cette situation a perduré jusqu'à présent en dépit du fait qu'Israël viole ainsi la loi internationale humanitaire et plus de 60 résolutions de l'ONU. »

C'en est assez !

Notre mission

Nous voulons briser le siège de Gaza. Nous voulons réveiller la conscience internationale au sujet de la fermeture quasi-carcérale de la bande de Gaza et exercer une pression sur la communauté internationale pour qu'elle reconsidère sa politique de sanctions et mette fin à son soutien continu à l'occupation israélienne. Nous voulons soutenir le droit de la Palestine à accueillir des internationaux, comme visiteurs, observateurs des droits de l'homme, travailleurs humanitaires, journalistes, ou autres.

Qui sommes-nous ?

Nous sommes précisément ces observateurs des droits humains, travailleurs humanitaires, et journalistes. Nous avons des années d'expérience de volontariat à Gaza et en Cisjordanie, à l'invitation des Palestiniens. Mais, aujourd'hui, l'état de l'occupation israélienne se resserrant de plus en plus, il est devenu presque impossible à beaucoup d'entre nous d'entrer à Gaza, et un nombre croissant d'entre nous se sont vus refuser également l'entrée en Israël et en Cisjordanie. Bien que notre travail corresponde à un grand besoin humanitaire, le Gouvernement israélien ne veut pas nous laisser entrer pour l'accomplir. Nous sommes des gens de tous âges et de toutes conditions. Dans nos propres pays, nous sommes enseignants, médecins, musiciens, secrétaires, parents, grand parents, juristes, étudiants, militants, acteurs, auteurs dramatiques, politiciens, chanteurs-auteurs, web designers, consultants internationaux et, parmi nous, il y a même un ancien travailleur de l'industrie du film de Hollywood et un aviateur. Nous sommes Sud Africains, Australiens, Américains, Anglais, Israéliens, Palestiniens, et d'autres nationalités encore.

Qu'allons-nous faire ?

Nous avons essayé d'entrer en Palestine par la terre. Nous avons essayé d'y entrer par les airs. Cette fois-ci nous sommes devenus sérieux : nous allons prendre un bateau.

Suite

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=6748&type=campagne>

6-3 Israël: Armes secrètes

> Israel's Secret Weapon

> Quand ? vendredi 25 Mai 2007 à 19 H 30

> Ou ? 33,Rue de Dublin- (asbl SUBTERRA) 1050 Ixelles

> http://mcpalestine.canalblog.com/archives/cine_palestine/index.html

> concernant la pétition en vue de la reconnaissance de l'Etat de Palestine

> <http://mcpalestine.canalblog.com/archives/petition/index.html>